



Cahier spécial des charges

Marché de travaux de construction de deux blocs latrines inclusives avec espace de dignité dans 2 écoles (Boboto 3 et EDAP-ISP) et réhabilitation de la salle de bibliothèque numérique EP EDAP au Sud-Ubangi a Gemena

Pays : RD Congo

Procédure négociée directe avec publication (PNDAP)

COD22002-10358

Table des matières

1	Dispositions administratives et contractuelles	5
1.1	Généralités	5
1.1.1	Dérogations à l'AR du 14.01.2013	5
1.1.2	Le pouvoir adjudicateur	5
1.1.3	Cadre institutionnel d'Enabel	5
1.1.4	Règles régissant le marché	6
1.1.5	Définitions	7
1.2	Confidentialité	9
1.2.1	Traitement des données à caractère personnel	9
1.2.2	Confidentialité	9
1.2.3	Obligations déontologiques	9
1.2.4	Droit applicable et tribunaux compétents	10
1.3	Objet et portée du marché	11
1.3.1	Nature du marché	11
1.3.2	Objet du marché ♣	11
1.3.3	<<Lots ♣	11
1.3.4	<< Postes ♣	11
1.3.5	Durée du marché	11
1.3.6	Variantes ♣	11
1.3.7	<<Options	11
1.3.8	<<Quantités	11
1.4	Procédure	12
1.4.1	Mode de passation	12
1.4.2	Publication	12
1.4.3	Informations	12
1.4.4	Offre	13
1.4.5	Droit d'introduction et ouverture des offres	14
1.4.6	Sélection des soumissionnaires	15
1.4.7	Attribution du marché	19
1.4.8	Conclusion du contrat	19
1.5	Conditions contractuelles et administratives particulières	21
1.5.1	Définitions (art. 2)	21
1.5.2	Utilisation des moyens électroniques (art. 10)	21
1.5.3	Fonctionnaire dirigeant (art. 11)	21
1.5.4	Sous-traitants (art. 12 à 15)	22

1.6	Confidentialité (art. 18).....	22
1.7	Protection des données personnelles.....	24
1.7.1	Droits intellectuels (art. 19 à 23).....	25
1.7.2	Assurances (art. 24).....	25
1.7.3	Cautionnement (art. 25 à 33).....	25
1.7.4	Conformité de l'exécution (art. 34).....	26
1.7.5	Plans, documents et objets établis par le pouvoir adjudicateur (art. 35).....	26
1.7.6	Plans de détail et d'exécution établis par l'adjudicataire (art. 36)	27
1.7.7	Modifications du marché (art. 37 à 38/19 et 80).....	29
1.7.8	Contrôle et surveillance du marché	31
1.7.9	Délai d'exécution (art 76).....	32
1.7.10	Mise à disposition de terrains (art 77)	32
1.7.11	Conditions relatives au personnel (art. 78).....	33
1.7.12	Organisation du chantier (art 79).....	33
1.7.13	Moyens de contrôle (art. 82)	33
1.7.14	Journal des travaux (art. 83)	34
1.7.15	Responsabilité de l'entrepreneur (art. 84).....	34
1.7.16	Tolérance zéro exploitation et abus sexuels.....	34
1.7.17	Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 85-88)	34
1.7.18	Réceptions, garantie et fin du marché (art. 64-65 et 91-92)	37
1.7.19	Prix du marché en cas de retard d'exécution (art 94).....	Erreur ! Signet non défini.
1.7.20	Facturation et paiement des travaux (art. 66 e.s. et 95).....	39
1.7.21	Litiges (art. 73).....	40
2	Termes de références.....	41
3	Formulaire.....	Erreur ! Signet non défini.
3.1	Instructions pour l'établissement de l'offre.....	Erreur ! Signet non défini.
3.2	Fiche d'identification.....	42
3.2.1	Personne physique.....	42
3.2.2	Entité de droit privé/public ayant une forme juridique	43
3.2.3	Entité de droit public.....	44
3.2.4	Sous-traitants	44
3.3	Formulaire d'offre - Prix.....	45
3.4	Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion	48
3.5	Dossier de sélection – capacité économique	70
3.6	Dossier de sélection – aptitude technique.....	Erreur ! Signet non défini.
3.7	Documents à remettre – liste exhaustive	Erreur ! Signet non défini.
3.8	Annexes.....	Erreur ! Signet non défini.

3.8.1 Annexe 1 – Art. 4 de l'Arrêté royal du 26 septembre 1991 fixant certaines mesures d'application de la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrément d'entrepreneurs de travaux **Erreur ! Signet non défini.**

3.8.2 << Clause GDPR (en cas de prestataire de service qui va traiter des données personnelles) **Erreur ! Signet non défini.**

1 Dispositions administratives et contractuelles

1.1 Généralités

1.1.1 Dérogations à l'AR du 14.01.2013

Le chapitre 1.4 du présent cahier spécial des charges (CSC) contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public par dérogation à l'AR du 14.01.2013 ou qui complètent ou précisent celui-ci.

Dans le présent CSC, il est dérogé à l'article 26 des Règles Générales d'Exécution - RGE (AR du 14.01.2013) afin de faciliter l'accès au marché aux opérateurs locaux.

Par dérogation à l'article 26, le cautionnement peut être établi via un établissement dont le siège social se situe dans un des pays de destination des services. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. L'adjudicataire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre. Le cautionnement peut également être constitué par une déduction unique du paiement de la ou les premières factures, les paiements étant effectués par tranches. La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre. Cette mesure est rendue indispensable par les exigences particulières du marché.

Règles applicables aux moyens de communication

Considérant l'article 14, §2, 1^o de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, il ne serait pas approprié d'imposer l'obligation d'utiliser les moyens de communication électroniques visée à l'article 14, § 7, de la loi.

La nature du marché en question est telle que les opérateurs économiques nationaux ou régionaux, n'ont pas un accès égal face aux exigences liées à l'utilisation de la plateforme fédérale belge « e-Procurement ». Les caractéristiques techniques peuvent donc être discriminatoires et peuvent restreindre l'accès des opérateurs économiques à la procédure de passation, notamment, en matière de vitesse et de qualité de la connexion internet, ainsi que de la qualité du réseau de transport d'électricité.

De plus, les formes particulières prévus par cette plateforme du point de vue de la signature électronique ne sont pas encore compatibles avec les TIC généralement utilisées.

1.1.2 Le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel, Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles).

En tant qu'agence belge de coopération internationale, Enabel soutient, pour le gouvernement belge, les pays en développement dans leur lutte contre la pauvreté. Outre cette mission de service public pour le gouvernement belge, Enabel exécute également des prestations pour le compte d'autres organisations nationales et internationales contribuant à un développement humain durable.

Pour le présent marché public, Enabel est valablement représentée par Inge JANSSENS, Cordinatrice- Conseillère juridique Marchés Publics Enabel RDC.

1.1.3 Cadre institutionnel d'Enabel

Le cadre de référence général dans lequel travaille Enabel est :

- La loi belge du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement¹ ;
- La Loi belge du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société de droit public² ;
- La loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de Développement, publiée au Moniteur belge du 11 décembre 2017.

Les développements suivants constituent eux aussi un fil rouge dans le travail d'Enabel : citons, à titre de principaux exemples :

- Sur le plan de la coopération internationale : les Objectifs de développement durable des Nations unies, la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide ;
- Sur le plan de la lutte contre la corruption : la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, ainsi que la loi du 10 février 1999 relative à la répression de la corruption transposant la Convention relative à la lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans des transactions commerciales internationales ;
- sur le plan du respect des droits humains : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies (1948) ainsi que les 8 conventions de base de l'Organisation Internationale du Travail⁴ consacrant en particulier le droit à la liberté syndicale (C. n° 87), le droit d'organisation et de négociation collective de négociation (C. n° 98), l'interdiction du travail forcé (C. n° 29 et 105), l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (C. n° 100 et 111), l'âge minimum fixé pour le travail des enfants (C. n° 138), l'interdiction des pires formes de ce travail (C. n° 182) ;
- Sur le plan du respect de l'environnement : La Convention-cadre sur les changements climatiques de Paris, le douze décembre deux mille quinze ;
- Le premier contrat de gestion entre Enabel et l'Etat fédéral belge (approuvé par AR du 17.12.2017, MB 22.12.2017) qui arrête les règles et les conditions spéciales relatives à l'exercice des tâches de service public par Enabel pour le compte de l'Etat belge.
- Le Code éthique de Enabel de janvier 2019, ainsi que la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;

1.1.4 Règles régissant le marché

Sont e.a. d'application au présent marché public :

- La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics⁵ ;
- La Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services⁶
- L'A.R. du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques⁵ ;
- L'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics⁵ ;
- Les Circulaires du Premier Ministre en matière de marchés publics⁵.

¹ M.B. du 30 décembre 1998, du 17 novembre 2001, du 6 juillet 2012, du 15 janvier 2013 et du 26 mars 2013.

² M.B. du 1er juillet 1999.

³ M.B. du 18 novembre 2008.

⁴ <http://www.ilo.org/ilolex/french/convdisp1.htm>.

⁵ Une version coordonnée de ce document peut être consultée sur www.publicprocurement.be .

⁶ M.B. du 21 juin 2013.

- <<autres
- La Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
- La Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;
- la législation locale applicable relative à l'harcèlement sexuel au travail' ou similaire ;
- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement Général relatif à la Protection des données, ci-après RGPD) ;
- Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.
- Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur www.publicprocurement.be, le code éthique et les politiques de Enabel mentionnées ci-dessus sur le site web de Enabel, ou <https://www.enabel.be/fr/content/lethique-enabel>.

Considérant l'article 14, §2, 1° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, il ne serait pas approprié d'imposer l'obligation d'utiliser les moyens de communication électroniques visée à l'article 14, § 7, de la loi.

La nature du marché en question est telle que les opérateurs économiques nationaux ou régionaux, n'ont pas un accès égal face aux exigences liées à l'utilisation de la plateforme fédérale belge « e-Procurement ». Les caractéristiques techniques peuvent donc être discriminatoires et peuvent restreindre l'accès des opérateurs économiques à la procédure de passation, notamment, en matière de vitesse et de qualité de la connexion internet, ainsi que de la qualité du réseau de transport d'électricité.

De plus, les formes particulières prévus par cette plateforme du point de vue de la signature électronique ne sont pas encore compatibles avec les TIC généralement utilisées.

1.1.5 Définitions

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

- Le soumissionnaire : la personne physique (m/f) ou morale qui introduit une offre ;
- L'adjudicataire / l'entrepreneur : le soumissionnaire à qui le marché est attribué ;
- Le pouvoir adjudicateur : Enabel, représentée par le Représentant résident de la Enabel RDC ;
- L'offre : l'engagement du soumissionnaire d'exécuter le marché aux conditions qu'il présente ;
- Jours : A défaut d'indication dans le cahier spécial des charges et réglementation applicable, tous les jours s'entendent comme des jours calendrier ;
- Documents du marché : Avis de marché et cahier spécial des charges, y inclus les annexes et les documents auxquels ils se réfèrent ;
- Spécifications techniques : une spécification figurant dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit ou d'un service, telles que les niveaux de qualité, les niveaux de la performance environnementale, la conception pour tous les usages, y compris l'accès aux personnes handicapées, et l'évaluation de la conformité, de la propriété d'emploi,

de l'utilisation du produit, sa sécurité ou ses dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne la dénomination de vente, la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essais, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, les instructions d'utilisation, les processus et méthodes de production, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité;

- Variante : un mode alternatif de conception ou d'exécution qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;
- Option : un élément accessoire et non strictement nécessaire à l'exécution du marché, qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;
- Métre récapitulatif : dans un marché de travaux, le document du marché qui fractionne les prestations en postes différents et précise pour chacun d'eux la quantité ou le mode de détermination du prix ;
- Les règles générales d'exécution RGE : les règles se trouvant dans l'AR du 14.01.2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
- Le cahier spécial des charges (CSC) : le présent document ainsi que toutes ses annexes et documents auxquels il fait référence ;
- La pratique de corruption : toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou à l'exécution du marché conclu avec le pouvoir adjudicateur ;
- Le litige : l'action en justice.
- Sous-traitant au sens de la réglementation relative aux marchés publics : l'opérateur économique proposé par un soumissionnaire ou un adjudicataire pour exécuter une partie du marché.
- Responsable de traitement au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement
- Sous-traitant au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement
- Destinataire au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.
- Donnée personnelle : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel que le nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques de l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

1.2 Confidentialité

1.2.1 Traitement des données à caractère personnel

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractère personnel qui lui seront communiquées dans le cadre de ce la présente procédure de marché public avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

1.2.2 Confidentialité

Le soumissionnaire ou l'adjudicataire et Enabel sont tenus au secret à l'égard des tiers concernant toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre du présent marché et ne transmettront celles-ci à des tiers qu'après accord écrit et préalable de l'autre partie. Ils ne diffuseront ces informations confidentielles que parmi les préposés concernés par la mission. Ils garantissent que ces préposés seront dûment informés de leurs obligations de confidentialité et qu'ils les respecteront.

DÉCLARATION DE CONFIDENTIALITÉ D'ENABEL : Enabel est sensible à la protection de votre vie privée. Nous nous engageons à protéger et à traiter vos données à caractère personnel avec soin, transparence et dans le strict respect de la législation en matière de protection de la vie privée.

Voir aussi : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>

1.2.3 Obligations déontologiques

1.7.1. Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du candidat, du soumissionnaire ou de l'adjudicataire d'autres marchés publics pour Enabel.

1.7.2. Pendant la durée du marché, l'adjudicataire et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire. Le soumissionnaire ou l'adjudicataire est tenu de respecter les normes fondamentales en matière de travail, convenues au plan international par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), notamment les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession et sur l'abolition du travail des enfants.

1.7.3. Conformément à la Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de Enabel, l'adjudicataire et son personnel ont le devoir de faire montre d'un comportement irréprochable à l'égard des bénéficiaires des projets et de la population locale en général. Il leur convient de s'abstenir de tout acte qui pourrait être considéré comme une forme d'exploitation ou d'abus sexuels et de s'approprier des principes de base et des directives repris dans cette politique.

1.7.4. Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres et des candidatures entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre.

1.7.5. De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

1.7.6. L'adjudicataire du marché s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels. L'adjudicataire ayant payé des dépenses commerciales inhabituelles est susceptible, selon la gravité des faits observés, de voir son contrat résilié ou d'être exclu de manière permanente.

1.7.7. Conformément à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>.

1.2.4 Droit applicable et tribunaux compétents

Le marché doit être exécuté et interprété conformément au droit belge.

Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché.

En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire, les parties se concerteront pour trouver une solution.

À défaut d'accord, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour trouver une solution.

1.3 Objet et portée du marché

1.3.1 Nature du marché

Le présent marché est un marché de travaux.

1.3.2 Objet du marché

Ce marché de travaux consiste en la construction de deux blocs latrines inclusives avec espace de dignité dans 2 écoles (Boboto 3 et EDAP-ISP) ainsi qu'en la réhabilitation de la salle de bibliothèque numérique EP EDAP au Sud-Ubangi à Gemena, conformément aux conditions du présent CSC.

1.3.3 Lots

Le marché est divisé en trois (03) lots formant chacun un tout indivisible. Le soumissionnaire peut introduire une offre pour un ou les tous les lots trois (03) lots. Une offre pour une partie d'un lot est irrecevable.

La description de chaque lot est reprise dans les spécifications techniques, annexes et dans les plans joints au présent CSC. Les lots sont les suivants :

- Lot 1 : CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP Boboto 3
- Lot 2 : CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP EDAP-ISP
- Lot 3 : REHABILITATION DE LA SALLE DE BIBLIOTHEQUE NUMERIQUE EP EDAP

Le soumissionnaire indique dans ses offres pour plusieurs lots **son ordre de préférence** pour l'attribution de ces lots.

Le pouvoir adjudicateur limite le nombre de lots qui peuvent être attribués à un seul soumissionnaire à <1> lot par soumissionnaire. Dans ses offres pour plusieurs lots, le soumissionnaire ne peut pas présenter des rabais ou propositions d'amélioration de son offre pour le cas où ces mêmes lots lui seraient attribués.

1.3.4 Postes

Voir le métré récapitulatif de chaque lot pour avoir la composition détaillée des postes qui forment un seul lot. Ces postes seront groupés et forment un seul lot. Il n'est pas possible de soumissionner pour un ou plusieurs postes et le soumissionnaire est tenu de remettre prix pour tous les postes d'un même lot.

1.3.5 Durée du marché⁷

Le marché débute à la notification de l'attribution et prend fin à la réception définitive. La durée du marché est 455 jours dont 90 jours d'exécution.

1.3.6 Variantes

N/A

1.3.7 Options

N/A.

1.3.8 Quantités

Voir métré récapitulatif et les descriptions techniques des travaux pour plus de détails. L'exécution de tous les lots sont en tranche ferme.

⁷ Ne pas confondre durée du marché et délai d'exécution.

1.4 Procédure

1.4.1 Mode de passation

Le présent marché est attribué, en application de l'article 41 la loi du 17 juin 2016, via une la procédure négociée directe avec publication préalable.

1.4.2 Publication

1.4.2.1 Publication officielle

Le présent marché fait l'objet d'une publication officielle au Bulletin des Adjudications.

1.4.2.2 Publication complémentaire

Le présent CSC est publié sur le site Web Enabel (www.enabel.be).

1.4.3 Informations

L'attribution de ce marché est coordonnée par Cellule des Marchés Publics (procurement.cod@enabel.be). Aussi longtemps que court la procédure, tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les soumissionnaires (éventuels) concernant le présent marché se font exclusivement via ce service / cette personne et il est interdit aux soumissionnaires (éventuels) d'entrer en contact avec le pouvoir adjudicateur d'une autre manière au sujet du présent marché, sauf disposition contraire dans le présent CSC.

Jusque 14 jours avant la date limite de dépôt des offres⁸, les candidats-soumissionnaires peuvent poser des questions concernant le CSC et le marché. Les questions seront posées par écrit à : procurement.cod@enabel.be et en copie de elena.buregure@enabel.be avec chico.tembo@enabel.be et il y sera répondu au fur et à mesure de leur réception. L'aperçu complet des questions posées sera disponible à partir de 6 jours avant la date limite de réception des offres et partager avec tous les invités.

L'Agence belge de coopération internationale organise **une visite de site obligatoire qui sera organisée le vendredi 10 avril 2026 de 10h00 à 11h00.**

A cet effet, vous êtes invités à envoyer un mail à l'adresse mail modeste.cirhigiri@enabel.be et jules.ahadi@enabel.be au plus tard la veille de la visite soit le jeudi 09/04/2026 à 15h 00 ou appeler les numéros suivants :

Tél: (+243) 812144448/ (+243) 0998325184

Le lieu d'embarquement c'est le bureau de la coordination Enabel Sud-Ubangi :
13 Labo, C/Labo, Ville de Gemena Sud-Ubangi – RD Congo

Les adresses des sites sont les suivantes:

- 1) **Adresse EP Boboto** : N° 002 avenue Mobutu, Quartier LABO, C/ labo, ville de Gemena réf : en face de l'ITM /Gemena

Coordonnées

EPSG 3857 : 2201097.968E,360987.265N

EPSG32234 : 363632.779E,358317.784N

- 2) **Adresse Edap ISP** : N°...XXX avenue Bemba, Quartier Ferme 2 C/ labo, ville de Gemena réf : en face de l'ISP /Gemena

Coordonnées

EPSG 3857 : 2200961.90E,359936.68N

EPSG32234 : 363495.79E,357276.39N

⁸ Attention : le pouvoir adjudicataire doit répondre au plus tard 6 jours avant la date limite de dépôt des offres, sinon le délai de réception des offres doit obligatoirement être prolongé (art. 59 §3 de la Loi)

Jusqu'à la notification de la décision d'attribution, il ne sera donné aucune information sur l'évolution de la procédure.

Le soumissionnaire est censé introduire son offre en ayant pris connaissance et en tenant compte des rectifications éventuelles concernant l'avis de marché ou le CSC qui sont publiées au Bulletin des Adjudications ou qui lui sont envoyées par courrier électronique. À cet effet, s'il a téléchargé le CSC sous forme électronique, il lui est vivement conseillé de transmettre ses coordonnées au gestionnaire de marchés publics mentionné ci-dessus et de se renseigner sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires.

Conformément à l'article 81 de l'A.R. du 18 avril 2017, le soumissionnaire est tenu de dénoncer immédiatement toute lacune, erreur ou omission dans les documents du marché qui rende impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, au plus tard dans un délai de 10 jours avant la date limite de réception des offres.

1.4.4 Offre

1.4.4.1 Données à mentionner dans l'offre

Le soumissionnaire est tenu d'utiliser le formulaire d'offre joint en annexe. A défaut d'utiliser ce formulaire, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

L'offre et les annexes jointes au formulaire d'offre sont rédigées en français.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente, même si celles-ci sont mentionnées dans l'une ou l'autre annexe à son offre.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

1.4.4.2 Durée de validité de l'offre

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant un délai de 120 jours calendrier, à compter de la date limite de réception.

En cas de dépassement du délai visé ci-dessus, la validité de l'offre sera traitée lors des négociations.

1.4.4.3 Détermination des prix

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en EURO.

Le présent marché est un marché mixte, ce qui signifie que les prix sont fixés selon plusieurs des modes décrits ci-dessus :

- Des postes à bordereau de prix, ce qui signifie que seul le prix unitaire est forfaitaire. Le prix à payer sera obtenu en appliquant le prix unitaire mentionné dans l'inventaire aux quantités réellement exécutées (il s'agit des postes à « Quantités présumées » dans le devis quantitatif estimatif) ;
- Des postes à prix global, c'est-à-dire un poste dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du poste (il s'agit des postes à « Quantité Forfaitaire » dans le devis quantitatif estimatif).

En application de l'article 37 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, le pouvoir adjudicateur peut effectuer toutes les vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournis dans le cadre de la vérification des prix.

1.4.4.4 Éléments inclus dans le prix

Le soumissionnaire est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les travaux, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont inclus dans les prix tant unitaires que globaux des marchés de travaux, tous les frais, mesures et charges quelconques inhérents à l'exécution du marché, notamment :

1° le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;

2° tous les travaux et fournitures tels que étançonnages, blindages et épaissements, nécessaires pour empêcher les éboulements de terre et autres dégradations et pour y remédier le cas échéant ;

3° la parfaite conservation, le déplacement et la remise en place éventuels des câbles et canalisations qui pourraient être rencontrés dans les fouilles, terrassements ou dragages, pour autant que ces prestations ne soient pas légalement à la charge des propriétaires de ces câbles et canalisations ;

4° l'enlèvement, dans les limites des fouilles, terrassements ou dragages éventuellement nécessaires à l'exécution de l'ouvrage :

a) de terres, vases et graviers, pierres, moellons, enrochements de toute nature, débris de maçonnerie, gazons, plantations, buissons, souches, racines, taillis, décombres et déchets ;

b) de tout élément rocheux quel que soit son volume lorsque les documents du marché mentionnent que les terrassements, fouilles et dragages sont exécutés en terrain réputé rocheux, et à défaut de cette mention, de tout élément rocheux, de tout massif de maçonnerie ou de béton dont le volume d'un seul tenant n'excède pas un demi-mètre cube ;

5° le transport et l'évacuation des produits de déblai, soit en dehors du domaine du pouvoir adjudicateur, soit aux lieux de remploi dans l'étendue des chantiers, soit aux lieux de dépôt prévus, suivant les prescriptions des documents du marché ;

6° tous frais généraux, frais accessoires et frais d'entretien pendant l'exécution et le délai de garantie.

7° les droits de douane et d'accise ;

1.4.5 Droit d'introduction et ouverture des offres

1.4.5.1 Droit et mode d'introduction des offres

Sans préjudice des variantes éventuelles, le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre.

Le soumissionnaire introduit son offre de la manière suivante :

Envoyé exclusivement par E-mail à l'adresse : procurement.cod@enabel.be sous format PDF, au plus tard le 24/04/2026 à 15h00 heure de Kinshasa-RD Congo GMT+1. Les offres tardives ne seront pas acceptées. L'objet du mail doit porter le numéro de référence du marché. Le soumissionnaire en envoyant son offre par mail doit indiquer la référence et le titre du marché. Le soumissionnaire joindra aussi à son offre la version complète du bordereau de prix en soft (version Excel).

Attention : le recours à des sites tels que WeTransfer n'est pas autorisé pour des questions de maintien de la confidentialité et intégrité de l'offre.

Toute demande de participation ou offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt. Les demandes de participation ou les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées. (Article 83 de l'AR Passation)

1.4.5.2 Modification ou retrait d'une offre déjà introduite

Lorsqu'un soumissionnaire souhaite modifier ou retirer une offre déjà envoyée ou introduite, ceci doit se dérouler conformément aux dispositions des articles 43 et 85 de l'arrêté royal du 18 avril 2017.

Afin de modifier ou de retirer une offre déjà envoyée ou introduite, une déclaration écrite est exigée, correctement signée par le soumissionnaire ou par son mandataire. L'objet et la portée des modifications doivent être mentionnés de façon précise. Le retrait doit être inconditionnel.

Le retrait peut également être communiqué par télécopie, ou via un moyen électronique, pour autant qu'il soit confirmé par lettre recommandée déposée à la poste ou contre accusé de réception au plus tard le jour avant la date limite de réception des offres.

Lorsque l'offre est introduite via e-tendering, la modification ou le retrait de l'offre se fait conformément à l'article 43, §2 de l'A.R. du 18 avril 2017.

Ainsi, les modifications à une offre qui interviennent après la signature du rapport de dépôt, ainsi que son retrait donnent lieu à l'envoi d'un nouveau rapport de dépôt qui doit être signé conformément au paragraphe 1er.

L'objet et la portée des modifications doivent être indiqués avec précision.

Le retrait doit être pur et simple.

Lorsque le rapport de dépôt dressé à la suite des modifications ou du retrait visés à l'alinéa 1er, n'est pas revêtu de la signature visée au paragraphe 1er, la modification ou le retrait est d'office entaché de nullité. Cette nullité ne porte que sur les modifications ou le retrait et non sur l'offre elle-même.

1.4.5.3 Ouverture des offres

Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur avant le 24/04/2026 à 15 heures. L'ouverture des offres se fera à huis-clos.

1.4.6 Sélection des soumissionnaires

1.4.6.1 Motifs d'exclusion

Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés en annexe du présent cahier spécial des charges.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion figurant aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016 et aux articles 61 à 64 de l'A.R. du 18 avril 2017.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera l'exactitude de cette déclaration sur l'honneur dans le chef du soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée.

A cette fin, il demandera au soumissionnaire concerné par les moyens les plus rapides et endéans le délai qu'il détermine de fournir les renseignements ou documents permettant de vérifier sa situation personnelle.

Le pouvoir adjudicateur demandera lui-même les renseignements ou documents qu'il peut obtenir gratuitement par des moyens électroniques auprès des services qui en sont les gestionnaires.

1.4.6.2 Critères de sélection

Le soumissionnaire est, en outre, tenu de démontrer à l'aide des documents demandés ci-dessous qu'il est suffisamment capable, tant du point de vue économique et financier que du point de vue technique, de mener à bien le présent marché public. Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection sont prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris ci-dessous, dans la mesure où ces offres sont régulières.

1. En matière de capacité économique et financière

Chiffre d'affaires :

A) Conditions des lots individuels :

1. Lot 1

Tout soumissionnaire postule pour le lot (1) doit avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen annuel dûment certifiés par un expert-comptable ou un cabinet d'expertise comptable agréé de 150 000 euros au cours des trois derniers exercices clos (2024, 2023 et 2022) ; (joindre les états financiers (comptes de résultats) certifiés).

2. Lot 2

Tout soumissionnaire postule pour le lot 2 doit avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen annuel dûment certifiés par un expert-comptable ou un cabinet d'expertise comptable agréé de 150 000 euros au cours des trois derniers exercices clos (2024, 2023 et 2022) ; (joindre les états financiers (comptes de résultats) certifiés).

3. Lot 3 :

Tout soumissionnaire qui postule pour le lot (03) doit avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen annuel dûment certifiés par un expert-comptable ou un cabinet d'expertise comptable agréé de 120 000 euros au cours des trois derniers exercices clos (2024, 2023 et 2022) ; (joindre les états financiers (comptes de résultats) certifiés).

2. En matière de capacités technique et professionnelle

a) RÉFÉRENCES DE PRESTATIONS SIMILAIRES POUR DES LOTS INDIVIDUELS :

Tout soumissionnaire qui postule doit disposer d'au moins deux (02) références pertinentes des marchés similaires (travaux de construction de bâtiment et/ou de réhabilitation) exécuté au cours des cinq dernières années (2021, 2022, 2023, 2024 et 2025) d'un montant minimum de 120 000 euros, chacune, pour le lot 1 ou lot 2 ; et d'un montant minimum de 100 000 euros chacune pour le lot 3 (Joindre contrat et procès-verbal de réception provisoire des travaux ou attestation de bonne exécution).

.c) Agrément en qualité d'entreprise de travaux

Lots	Tous les lots - Certificat d'agrément aux ITPI ou équivalent	Autres catégories acceptées
Exigences minimales	C	A & B

L'agrément correspondante d'un soumissionnaire (entrepreneur) étranger sera acceptée à condition qu'il puisse prouver la correspondance de la catégorie sur une liste officielle du pays de provenance avec la catégorie dans la législation Congolaise et repris dans le tableau ci-dessus. Il doit être en cours de validité à la date du dépôt des offres.

d) Qualifications et expérience du personnel clé

Le soumissionnaire doit établir qu'il dispose du personnel pour les positions-clés suivantes :

1. Lot 1 : CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP Boboto 3

Profils	Nom, Postnom et Prénom	Qualification (Diplôme minimum)	Expérience Générale Années	Expérience spécifique requises # projets similaires	Nombre requis
Ingénieur des travaux		Ingénieur (BAC + 5) en génie civil, BTP ou équivalent	Au moins 5 ans d'expérience générale en travaux de construction des bâtiments et ouvrages sanitaires	Ayant dirigé au moins 3 chantiers de même nature dans les 5 dernières années.	1
Chef de chantier		Ingénieur (BAC + 3) au minimum en génie civil, BTP ou équivalent	Ayant au moins 5 ans d'expérience générale en travaux de construction des bâtiments et ouvrages sanitaires	Ayant dirigé au moins 3 chantiers de même nature dans les 5 dernières années.	1

Présentation des CV du personnel clé avec des indications claires des expériences générales et une liste des expériences spécifiques (avec référence des travaux réalisées) y compris copie de diplôme.

1. Lot 2 : CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP EDAP-ISP

Profils	Nom, Postnom et Prénom	Qualification (Diplôme minimum)	Expérience Générale Années	Expérience spécifique requises # projets similaires	Nombre requis
Ingénieur des travaux		Ingénieur (BAC + 5) en génie civil, BTP ou équivalent	Au moins 5 ans d'expérience générale en travaux de construction des bâtiments et ouvrages sanitaires	Ayant dirigé au moins 3 chantiers de même nature dans les 5 dernières années.	1
Chef de chantier		Ingénieur (BAC + 3) au minimum en génie civil, BTP ou équivalent	Ayant au moins 5 ans d'expérience générale en travaux de construction des bâtiments et ouvrages sanitaires	Ayant dirigé au moins 3 chantiers de même nature dans les 5 dernières années.	1

Présentation des CV du personnel clé avec des indications claires des expériences générales et une liste des expériences spécifiques (avec référence des travaux réalisées) y compris copie de diplôme.

1. Lot 3 : REHABILITATION DE LA SALLE DE BIBLIOTHEQUE NUMERIQUE EP EDAP

Profils	Nom, Postnom et Prénom	Qualification (Diplôme minimum)	Expérience Générale Années	Expérience spécifique requises # projets similaires	Nombre requis
Ingénieur des travaux		Ingénieur (BAC + 5) en génie civil, BTP ou équivalent	Au moins 5 ans d'expérience générale en travaux de construction des bâtiments et ouvrages sanitaires	Ayant dirigé au moins 3 chantiers de même nature dans les 5 dernières années.	1
Chef de chantier		Ingénieur (BAC + 3) au minimum en génie civil, BTP ou équivalent	Ayant au moins 5 ans d'expérience générale en travaux de construction des bâtiments et ouvrages sanitaires	Ayant dirigé au moins 3 chantiers de même nature dans les 5 dernières années.	1

Présentation des CV du personnel clé avec des indications claires des expériences générales et une liste des expériences spécifiques (avec référence des travaux réalisées) y compris copie de diplôme.

1.4.6.3 Aperçu de la procédure

Dans une première phase, les offres introduites par les soumissionnaires sélectionnés seront examinées sur le plan de la régularité formelle et matérielle.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire régulariser les irrégularités dans l'offre des soumissionnaires durant les négociations.

Dans une seconde phase, les offres régulières formellement et matériellement seront examinées sur le plan du fond par une commission d'évaluation. Le pouvoir adjudicateur limitera le nombre d'offres à négocier en appliquant le critère d'attribution précisé dans les documents du marché. Cet examen sera réalisé sur la base du critère d'attribution "prix/coût" mentionné dans le présent cahier spécial des charges et a pour but de composer une shortlist de soumissionnaires avec lesquels des négociations seront menées. <<Maximum <<3>> soumissionnaires pourront être repris dans la shortlist.

Ensuite vient la phase des négociations. Le pouvoir adjudicateur peut négocier avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures que ceux-ci ont présentées, à l'exception des offres finales, en vue d'améliorer leur contenu. Les exigences minimales et les critères d'attribution ne font pas l'objet de négociations. Cependant, le pouvoir adjudicateur peut également décider de ne pas négocier. Dans ce cas l'offre initiale vaut comme offre définitive.

Lorsque le pouvoir adjudicateur entend conclure les négociations, il en informera les soumissionnaires restant en lice et fixera une date limite commune pour la présentation d'éventuelles BAFO. Après la clôture des négociations, les BAFO seront confrontées, aux critères d'exclusion, aux critères de sélection ainsi qu'au critère d'attribution "prix/coût". Le soumissionnaire dont la BAFO régulière est économiquement la plus avantageuse sera désigné comme adjudicataire pour le présent marché.

Les BAFO des soumissionnaires avec lesquels des négociations ont été menées seront examinées du point de vue de leur régularité. Les BAFO irrégulières seront exclues.

Seules les BAFO régulières seront prises en considération pour être confrontées aux critères d'attribution.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de revoir la procédure énoncée ci-dessus dans le respect du principe d'égalité de traitement et de transparence.

1.4.6.4 Critères d'attribution ♣

Le pouvoir adjudicateur choisira l'offre régulière qu'il juge la plus basse (moins disant) déterminée sur la base du prix en tenant compte de seul **critère prix (100%)**. Le prix total du marché est déterminé par la somme des montants des postes qui constituent le marché pour chaque lot. Le prix total de l'offre la plus basse pour le marché reçoit 100% de la cote soient 100 points :

(Prix total de l'offre la plus basse/ Prix total l'offre Z) x 100

1.4.7 Attribution du marché

Les lots du marché seront attribués au/aux soumissionnaire/soumissionnaires qui a/ont remis l'offre régulière la plus basse pour le lot.

Il faut néanmoins remarquer que, conformément à l'art. 85 de la loi du 17 juin 2016, il n'existe aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à passer le marché, soit refaire la procédure, au besoin suivant un autre mode.

Le pouvoir adjudicateur se réserve aussi le droit de n'attribuer que certain(s) lot(s).

1.4.8 Conclusion du contrat

Conformément à l'art. 88 de l'A.R. du 18 avril 2017, le marché a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l'approbation de son offre.

La notification est effectuée par les plateformes électroniques, par courrier électronique ou par fax et, le même jour, par envoi recommandé.

Le contrat intégral consiste dès lors en un marché attribué par Enabel au soumissionnaire choisi conformément au :

- Le présent CSC et ses annexes ;
- La BAFO approuvée de l'adjudicataire et toutes ses annexes ;
- La lettre recommandée portant notification de la décision d'attribution ;
- Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.

Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des attributaires de ses marchés. Par l'introduction de son offre, l'adjudicataire du marché se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité, ainsi que le montant du contrat.

1.5 Conditions contractuelles et administratives particulières

Le présent chapitre de ce CSC contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux 'Règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics' de l'AR du 14 janvier 2013, ci-après 'RGE' ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des RGE. En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des RGE sont intégralement d'application.

Dans ce CSC, il est dérogé à l'article 26 RGE.

1.5.1 Définitions (art. 2)

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

- Acompte : paiement d'une partie du marché après service fait et accepté ;
- Avance : paiement d'une partie du marché avant service fait et accepté ;
- Avenant : convention établie entre les parties liées par le marché en cours d'exécution du marché et ayant pour objet une modification des documents qui y sont applicables ;
- Cautionnement : garantie financière donnée par l'adjudicataire de ses obligations jusqu'à complète et bonne exécution du marché ;
- Fonctionnaire dirigeant : le fonctionnaire, ou toute autre personne, chargé de la direction et du contrôle de l'exécution du marché ;
- Réception : constatation par le pouvoir adjudicateur de la conformité aux règles de l'art ainsi qu'aux conditions du marché de tout ou partie des travaux, fournitures ou services exécutés par l'adjudicataire ;

1.5.2 Utilisation des moyens électroniques (art. 10)

L'utilisation des moyens électroniques pour les échanges durant l'exécution du marché est permise sauf quand indiqué différemment dans le présent CSC.

Dans ces derniers cas, les notifications du pouvoir adjudicateur sont adressées au domicile ou au siège social mentionné dans l'offre.

1.5.3 Fonctionnaire dirigeant (art. 11)

La direction et le contrôle de l'exécution du marché sont confiés à Madame Elena BUREGURE, Experte Infrastructure, e-mail : elena.buregure@enabel.be.

Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal de l'entrepreneur. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce CSC (voir notamment « Paiement » ci-après).

Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des services, des états d'avancements et des décomptes. Il peut ordonner toutes les modifications au marché qui se rapportent à son objet et qui restent dans ses limites.

Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé au point Le pouvoir adjudicateur.

Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à modifier les modalités (p. ex., délais d'exécution, ...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans le CSC et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

1.5.4 Sous-traitants (art. 12 à 15)

Le fait que l'adjudicataire confie tout ou partie de ses engagements à des sous-traitants ne dégage pas sa responsabilité envers le pouvoir adjudicateur. Celui-ci ne se reconnaît aucun lien contractuel avec ces tiers.

L'adjudicataire reste, dans tous les cas, seul responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

L'entrepreneur s'engage à faire exécuter le marché par les personnes indiquées dans l'offre, sauf cas de force majeure. Les personnes mentionnées ou leurs remplaçants sont tous censés participer effectivement à la réalisation du marché. Les remplaçants doivent être agréés par le pouvoir adjudicateur.

Le soumissionnaire fait mention dans son offre de l'action directe des sous-traitants (voir point 4.16 du CSC). La chaîne de sous-traitance ne peut comporter plus de deux niveaux, à savoir le sous-traitant direct de l'adjudicataire et le sous-traitant de deuxième niveau.

Ne sont pas considérés comme des sous-traitants pour l'application :

1° les parties à un groupement d'opérateurs économiques sans personnalité juridique, en ce compris les sociétés momentanées ;

2° les fournisseurs de biens, sans travaux accessoires de placement ou d'installation ;

3° les organismes ou les institutions qui effectuent le contrôle ou la certification ;

L'adjudicataire qui fait appel à un sous-traitant informe ce sous-traitant, lors de la conclusion du contrat avec ce dernier, des modalités en matière de paiement applicables au marché. Le personnel employé par l'adjudicataire doit être en nombre suffisant et avoir, chacun dans sa spécialité, les qualités requises pour assurer la marche régulière et la bonne exécution du marché. L'adjudicataire remplace immédiatement les membres du personnel qui lui sont signalés par écrit par l'adjudicateur comme compromettant la bonne exécution du marché par leur incapacité, leur mauvaise volonté ou leur inconduite notoire.

Le contractant ne peut pas sous-traiter, sous-louer, déléguer ou transférer autrement la totalité ou plus de 40 pour cent (de la valeur) des travaux.

Lorsque l'adjudicataire recrute un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte du pouvoir adjudicateur, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles à charge de l'adjudicataire sont imposées à ce sous-traitant par contrat ou tout autre acte juridique.

De la même manière, l'adjudicataire respectera et fera respecter par ses sous-traitants, les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement Général relatif à la Protection des données, ci-après RGPD). Un audit éventuel des traitements opérés pourrait être réalisé par le pouvoir adjudicateur en vue de valider sa conformité à cette législation.

1.6 Confidentialité (art. 18)

Les connaissances et renseignements recueillis par l'Adjudicataire, en ce compris par toutes les personnes en charge de la mission ainsi que par toutes autres personnes intervenant, dans le cadre du présent marché sont strictement confidentiels.

En aucun cas les informations recueillies, peu importe leur origine et leur nature, ne pourront être transmis à des tiers sous quelque forme que ce soit.

Toutes les parties intervenant directement ou indirectement sont donc tenues au devoir de discrétion.

Conformément à l'article 18 de l'A.R. du 14 /01/2013 relatif aux règles générales d'exécution des marchés publics, le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire s'engage à considérer et à traiter de manière strictement confidentiels, toutes informations, tous faits, tous documents et/ou toutes données, quels qu'en soient la nature et le support, qui lui auront été communiqués, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ou auxquels il aura accès, directement ou indirectement, dans le cadre ou à l'occasion du présent marché. Les informations confidentielles couvrent notamment, sans que cette liste soit limitative, l'existence même du présent marché.

A ce titre, il s'engage notamment :

- à respecter et à faire respecter la stricte confidentialité de ces éléments, et à prendre toutes précautions utiles afin d'en préserver le secret (ces précautions ne pouvant en aucun cas être inférieures à celles prises par le Soumissionnaire pour la protection de ses propres informations confidentielles) ;
- à ne consulter, utiliser et/ou exploiter, directement ou indirectement, l'ensemble des éléments précités que dans la mesure strictement nécessaire à la préparation et, le cas échéant, à l'exécution du présent marché (en ayant notamment égard aux dispositions législatives en matière de protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel) ;
- à ne pas reproduire, distribuer, divulguer, transmettre ou autrement mettre à disposition de tiers les éléments précités, en totalité ou en partie, et sous quelque forme que ce soit, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur ;
- à restituer, à première demande du Pouvoir Adjudicateur, les éléments précités ;
- d'une manière générale, à ne pas divulguer directement ou indirectement aux tiers, que ce soit à titre publicitaire ou à n'importe quel autre titre, l'existence et/ou le contenu du présent marché, ni le fait que le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire exécute celui-ci pour le Pouvoir Adjudicateur, ni, le cas échéant, les résultats obtenus dans ce cadre, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur. »

1.7 Protection des données personnelles

4.4.1 Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractère personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

4.4.2 Traitement des données personnelles par l'adjudicataire

OPTION 1 : TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL PAR UN SOUS-TRAITANT

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur exclusivement au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, dans le seul but d'effectuer les prestations conformément aux dispositions du cahier des charges ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Les données à caractère personnel qui seront traitées sont confidentielles. L'adjudicataire limitera dès lors l'accès aux données au personnel strictement nécessaires à l'exécution, à la gestion et au suivi du marché.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur déterminera les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur sera responsable du traitement et l'adjudicataire sera son sous-traitant, au sens de l'article 28 du RGPD.

L'exécution de traitements en sous-traitance doit être régie par un contrat ou un acte juridique qui lie le sous-traitant au responsable du traitement et qui prévoit notamment que le sous-traitant n'agit que sur instruction du responsable du traitement et que les obligations de confidentialité et de sécurité concernant le traitement des données à caractère personnel incombent également au sous-traitant (Article 28 §3 du RGPD).

A cette fin, le soumissionnaire doit à la fois compléter, signer et renvoyer au pouvoir adjudicateur l'accord de sous-traitance repris en annexe [X]. La complétion et signature de cette annexe est donc une condition de régularité de l'offre

OPTION 2 : TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL PAR UN RESPONSABLE DE TRAITEMENT (DESTINATAIRE)

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Compte tenu du marché il est à considérer que le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire seront chacun et ce, individuellement, responsables du traitement.

1.7.1 Droits intellectuels (art. 19 à 23)

Le pouvoir adjudicateur acquiert les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.

1.7.2 Assurances (art. 24)

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail et sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers lors de l'exécution du marché.

L'adjudicataire contracte également toute autre assurance imposée par les documents du marché.

§ 2. Dans un délai de trente jours à compter de la conclusion du marché, l'adjudicataire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie requise par les documents du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, l'adjudicataire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur.

1.7.3 Cautionnement (art. 25 à 33)

Le cautionnement est fixé à 5% du montant total, hors TVA, du marché. Le montant ainsi obtenu est arrondi à la dizaine d'euro supérieure.

Le cautionnement peut être constitué conformément aux dispositions légales et réglementaires, soit en numéraire, ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif.

Le cautionnement peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant au prescrit de la législation relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou par une entreprise d'assurances satisfaisant au prescrit de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances et agréée pour la branche 15 (caution).

Par dérogation à l'article 26, le cautionnement peut être établi via un établissement dont le siège social se situe dans un des pays de destination des services. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. L'adjudicataire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre.

La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre. Cette mesure est rendue indispensable par les exigences particulières du marché.

L'adjudicataire doit, dans les trente jours calendrier suivant le jour de la conclusion du marché, justifier la constitution du cautionnement par lui-même ou par un tiers, de l'une des façons suivantes :

1° lorsqu'il s'agit de numéraire, par le virement du montant au numéro de compte bpost banque de la Caisse des Dépôts et Consignations Complétez le plus précisément possible le formulaire suivant : https://finances.belgium.be/sites/default/files/O1_marche_public.pdf (PDF, 1.34 Mo), et renvoyez-le à l'adresse e-mail info.cdcdck@minfin.fed.be

2° lorsqu'il s'agit de fonds publics, par le dépôt de ceux-ci entre les mains du caissier de l'Etat au siège de la Banque nationale à Bruxelles ou dans l'une de ses agences en province, pour compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire

3° lorsqu'il s'agit d'un cautionnement collectif, par le dépôt par une société exerçant légalement cette activité, d'un acte de caution solidaire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire

4° lorsqu'il s'agit d'une garantie, par l'acte d'engagement de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurances.

Cette justification se donne, selon le cas, par la production au pouvoir adjudicateur :

1° soit du récépissé de dépôt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire

2° soit d'un avis de débit remis par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances

3° soit de la reconnaissance de dépôt délivrée par le caissier de l'Etat ou par un organisme public remplissant une fonction similaire

4° soit de l'original de l'acte de caution solidaire visé par la Caisse des Dépôts et Consignations ou par un organisme public remplissant une fonction similaire

5° soit de l'original de l'acte d'engagement établi par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances accordant une garantie.

Ces documents, signés par le déposant, indiquent au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation précise par l'indication sommaire de l'objet du marché et de la référence des documents du marché, ainsi que le nom, le prénom et l'adresse complète de

L'adjudicataire et éventuellement, du tiers qui a effectué le dépôt pour compte, avec la mention "bailleur de fonds" ou "mandataire", suivant le cas.

Le délai de trente jours calendrier visé ci-avant est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise de l'adjudicataire pour les jours de vacances annuelles payés et les jours de repos compensatoires prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail rendue obligatoire.

La preuve de la constitution du cautionnement doit être envoyée à l'adresse qui sera mentionnée dans la notification de la conclusion du marché.

La demande de l'adjudicataire de procéder à la réception :

1° en cas de réception provisoire : tient lieu de demande de libération de la première moitié du cautionnement

2° en cas de réception définitive : tient lieu de demande de libération de la seconde moitié du cautionnement, ou, si une réception provisoire n'est pas prévue, de demande de libération de la totalité de celui-ci.

1.7.4 Conformité de l'exécution (art. 34)

Les travaux doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

1.7.5 Plans, documents et objets établis par le pouvoir adjudicateur (art. 35)

S'il le demande, l'adjudicataire reçoit gratuitement et dans la mesure du possible de manière électronique :

Une collection complète de copies des plans qui ont servi de base à l'attribution du marché. Le pouvoir adjudicateur est responsable de la conformité de ces copies aux plans originaux.

L'adjudicataire conserve et tient à la disposition du pouvoir adjudicateur tous les documents et la correspondance se rapportant à l'attribution et à l'exécution du marché jusqu'à la réception définitive.

1.7.6 Plans de détail et d'exécution établis par l'adjudicataire (art. 36)

L'adjudicataire établit à ses frais tous les plans de détail et d'exécution qui lui sont nécessaires pour mener le marché à bonne fin.

Les documents du marché indiquent les plans qui sont à approuver par l'adjudicateur, lequel dispose d'un délai de trente jours pour l'approbation ou le refus des plans à compter de la date à laquelle ceux-ci lui sont présentés.

Les documents éventuellement corrigés sont représentés à l'adjudicateur qui dispose d'un délai de quinze jours pour leur approbation, pour autant que les corrections demandées ne résultent pas d'exigences nouvelles de sa part.

1.7.6.1 Planning de chantier

La façon d'introduire le planning est à convenir avec le fonctionnaire dirigeant.

Le premier planning est à introduire dans les 15 jours calendrier qui suivent la notification de l'approbation de l'offre et une mise à jour mensuelle est obligatoire en cours de chantier.

Ce projet de planning de chantier renseigne, outre les délais nécessaires aux travaux proprement dits "in situ", la durée des diverses prestations préalables telles que notamment l'établissement des documents prescrits dans les clauses techniques, plans d'exécution et de détails, notes de calculs, sélection des matériels et matériaux, y compris l'approbation des documents correspondants, les approvisionnements, le travail en atelier ou en usine, les essais préalables et de conformité, etc.

Après étude, remarques et approbation de l'adjudicateur, le planning devient contractuel.

1.7.6.2 Planning directeur

L'entrepreneur s'oblige à fournir un planning directeur à l'approbation de l'adjudicateur et à ses conseils, dans les 15 jours calendrier qui suivent la notification de la conclusion du marché.

Ce planning devra anticiper suffisamment les situations pour permettre à l'adjudicateur de prendre les décisions ou donner les réponses ou fournir les documents qui lui incombent.

Le planning directeur sera mis à jour au minimum mensuellement et devra rester cohérent avec le planning de chantier. Il sera coordonné avec le planning de chantier et sera établi sur le même document.

L'adjudicataire assure seul la gestion du planning de toutes les activités nécessaires à la réalisation du présent marché.

En particulier, il prévoira :

- la fixation des dates pour la fourniture de plans d'exécution qui lui sont nécessaires,
- la passation des commandes à ses fournisseurs et sous-traitants,
- la présentation en temps utile d'échantillons et de fiches techniques de produits soumis à réception technique préalable,
- la prise de mesure des ouvrages et le délai de fabrication en atelier.
- l'indication des dates au plus tard concernant les décisions à prendre par le pouvoir adjudicateur ;
- l'indication des dates ultimes pour la conclusion d'ordres modificatifs en cours d'élaboration,

- l'indication des dates ultimes pour l'achèvement de travaux exécutés par d'autres entreprises,
- les relevés, en temps utiles, de dimensions d'ouvrages,
- etc.

1.7.6.3 Documents d'exécution

Ces plans tiennent compte du cahier spécial des charges et des prescriptions techniques, des esquisses d'intention de l'auteur de projet et des plans généraux d'architecture, de stabilité et de techniques spéciales annexées au présent cahier spécial des charges.

Tous les plans d'exécution et de détails sont à soumettre à l'approbation de l'adjudicateur accompagnés des notes de calculs, agréments et fiches techniques et notamment ceux relatifs aux travaux et équipements ci-après dont la liste n'est pas limitative :

- Rempiètements sur base des travaux
- Stabilité : plans dalles, colonnes, escaliers, poutrelles et éléments préfabriqués éventuels
- Étanchéités
- Finitions des locaux (murs, sol et plafond)
- Égouttage intérieur et extérieur
- Bordereau des pierres
- Recouvrement de toit, charpenterie pour toiture
- Façades
- Cloisons
- Faux-plafonds
- Mobilier sur base des documents d'adjudication
- Plan pour disposition de luminaires
- Plan de menuiseries métalliques (garde-corps, main-courante, passerelles, auvent)
- Menuiseries extérieures bordereau des menuiseries intérieures, plans des techniques spéciales

Le fonctionnaire dirigeant pourra refuser des fiches techniques, partielles, incomplètes ou trop commerciales n'apportant pas les renseignements techniques nécessaires à l'examen et à l'approbation

Pour la quincaillerie, le chauffage, l'électricité, la robinetterie ou toute pièce similaire, des échantillons seront présentés à l'agrément du Fonctionnaire dirigeant, à l'avis de l'auteur de projet et le modèle agréé restera sur le chantier jusqu'au moment du placement de la dernière pièce du genre.

A la demande du Pouvoir adjudicateur, l'entrepreneur fournira également, en cours d'exécution, les documents ci-après :

- Des échantillons de matériaux proposés correspondant aux fiches techniques.
- Les cartes des teintes pour déterminer les choix,
- Les rapports d'essais, notices techniques, agréments techniques, fiches techniques, etc.
- Des produits ou matériel utilisés dans le cadre du présent marché

Etablissement des Plans "As Built" :

En cours d'exécution, les plans sont corrigés et mis à jour par l'entrepreneur dans les moindres détails de manière à reproduire avec exactitude les ouvrages et installations ainsi que leurs particularités tels qu'ils ont été réellement exécutés.

Après l'achèvement des travaux, et en vue de la Réception Provisoire des ouvrages, l'entrepreneur est tenu de remettre les plans et schémas complets des ouvrages et installations tels qu'ils auront été réalisés.

Après l'achèvement des travaux et pour la Réception Provisoire, l'entrepreneur est tenu de remettre <<x>> dossiers techniques comprenant :

- Les spécifications techniques avec marques, types, provenance du matériel installé,
- Les notices d'utilisation, comportant un manuel explicatif du fonctionnement de tous les équipements,
- Les notices d'entretien contenant l'ensemble des prescriptions nécessaires à l'entretien et à la maintenance des équipements (contrôles et travaux d'entretien périodique, liste et codification des pièces de rechange...),
- Les rapports d'essais, réglages et mises au point.

1.7.7 Modifications du marché (art. 37 à 38/19 et 80)

Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3)

Pour autant qu'il remplisse les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document, un nouvel adjudicataire peut remplacer l'adjudicataire avec qui le marché initial a été conclu dans les cas autres que ceux prévus à l'art. 38/3 des RGE.

L'adjudicataire introduit sa demande le plus rapidement possible par envoi recommandé, en précisant les raisons de ce remplacement, et en fournissant un inventaire détaillé de l'état des fournitures déjà exécutées déjà faites, les coordonnées relatives au nouvel adjudicataire, ainsi que les documents et certificats auxquels le pouvoir adjudicateur n'a pas accès gratuitement.

Le remplacement fera l'objet d'un avenant daté et signé par les trois parties. L'adjudicataire initial reste responsable vis à vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de la partie restante du marché.

Révision des prix (art. 38/7)

Pour le présent marché, une révision des prix est prévue. Il ne peut être appliqué qu'une révision des prix par an (lors de chaque anniversaire de l'attribution).

Pour le calcul de la révision des prix, la formule suivante est d'application :

$$P = P_0 \times (((0,40 \times s) / S) + (0,40 \times i) / I) + 0,20$$

Les lettres minuscules se rapportent aux données valables à la date d'application de la révision des prix. Les lettres majuscules se rapportent aux données valables 10 jours avant l'ouverture des offres.

P = prix révisé

P₀ = prix de l'offre

S : représente la moyenne des salaires horaires des ouvriers qualifiés, spécialisés et manoeuvres, fixés par un organisme national habilité, majorés du pourcentage global des charges sociales et assurances, 10 jours avant l'ouverture des offres (catégorie A) ;

s : même moyenne des salaires horaires que S mais à la date initiale de la période mensuelle considérée dans l'acompte ;

I : représente l'indice sur la base d'une consommation annuelle sur le marché interne (au niveau national) des principaux matériaux et matières premières, établi par un organisme national habilité, pour le mois de calendrier qui précède la date d'ouverture des offres ;

i : représente le même indice au niveau national, pour le mois de calendrier précédant la période de l'acompte ;

Chaque fraction est réduite en un nombre décimal comprenant au maximum 5 décimales dont la cinquième est majorée de 1 si la sixième décimale est égale ou supérieure à 5.

Quant aux produits de la multiplication de chacun des quotients ainsi obtenus par la valeur du paramètre correspondant, ils sont arrêtés à la cinquième décimale, laquelle est également majorée de 1 si la sixième est égale ou supérieure à 5.

La révision des prix ne peut être appliquée que si la différence entre le nouveau et l'ancien prix (mentionné dans l'offre pour la première révision de prix ou le dernier prix révisé accepté pour les révisions de prix suivantes) s'élève au moins à 5 %.

La clause doit être basée sur des éléments déterminants d'ordre économique (prix des matériaux – I et i) et/ou social (variation des salaires et des charges sociales – S et s).

La révision des prix est basée sur des paramètres objectifs et contrôlables et utilise des coefficients de pondération appropriés. Elle reflète ainsi la structure réelle des coûts.

Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l'adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12)

L'adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment lorsqu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.

Le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré. Lorsque ce délai est expiré, une remise d'amende pour retard d'exécution sera consentie.

Lorsque les prestations sont suspendues, sur la base de la présente clause, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées et les matériaux, des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.

L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par l'adjudicateur lorsque :

- La suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier ;
- La suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ;
- La suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.

Dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance, l'adjudicataire dénonce les faits ou les circonstances de manière succincte au pouvoir adjudicateur et décrit de manière précise leur sur le déroulement et le coût du marché.

Il est rappelé que conformément à l'article 80 de l'AR du 14/01/2013, l'entrepreneur est tenu de poursuivre les travaux sans interruption, nonobstant les contestations auxquelles peut donner lieu la détermination de prix nouveaux.

Tout ordre modifiant le marché, en cours d'exécution du contrat, est donné par écrit. Toutefois, les modifications de portée mineure peuvent ne faire l'objet que d'inscriptions au journal des travaux.

Les ordres ou les inscriptions indiquent les changements à apporter aux clauses initiales du marché ainsi qu'aux plans.

Fixation des prix unitaires ou globaux – Calcul du prix

Les prix unitaires ou globaux des travaux modifiés, que l'entrepreneur est tenu d'exécuter, sont déterminés dans l'ordre de priorité suivant :

1. Selon les prix unitaires ou globaux de l'offre approuvée ;
2. A défaut, selon des prix unitaires ou globaux déduits de l'offre approuvée ;
3. A défaut, selon des prix unitaires ou globaux d'un autre marché d'Enabel ;
4. A défaut, selon des prix unitaires ou globaux à convenir pour l'occasion.

Dans ce dernier cas, L'entrepreneur doit justifier le nouveau prix unitaire en le détaillant en fournitures, homme-heures, heures de matériel et frais généraux et bénéfiques.

Fixation des prix unitaires ou globaux – Procédure à respecter

L'entrepreneur introduit sa proposition pour la réalisation des prestations complémentaires ou ses nouveaux prix au plus tard dans les 10 jours calendrier de la demande du fonctionnaire dirigeant (à moins que ce dernier ne spécifie un délai plus court) et, avant l'exécution des travaux considérés. Cette proposition est introduite sur base d'une fiche type qui lui sera fournie par le fonctionnaire dirigeant et sera accompagnée de toutes les annexes et justifications nécessaires.

Cette fiche de prix convenus est établie sur base du modèle établi par Enabel. L'entrepreneur y joint au minimum les annexes et documents suivants :

- L'ordre modificatif donné par le pouvoir adjudicateur et plus généralement la justification de la modification des travaux,
- Le calcul des nouveaux prix unitaires ou globaux
- Les quantités à mettre en œuvre pour les postes existants et les nouveaux postes,
- Le cas échéant, les offres des sous-traitants ou fournisseurs consultés,
- Les autres documents qu'il estime pertinent.

Après exécution de la prestation, et au plus tard, lors de l'établissement du décompte final, l'entrepreneur transmet au fonctionnaire dirigeant les factures que lui ont adressées les sous-traitants et fournisseurs. Il atteste sur ces factures qu'il n'a reçu pour celles-ci aucune note de crédit ou compensation du fournisseur ou du sous-traitant.

Lorsque l'entrepreneur reste en défaut de fournir une proposition acceptable de nouveaux prix ou si le pouvoir adjudicateur estime que la proposition fournie est inacceptable, le pouvoir adjudicateur fixe d'office le nouveau prix unitaire ou global, tous les droits de l'entrepreneur restant saufs.

Circonstances imprévisibles

L'adjudicataire n'a droit en principe à aucune modification des conditions contractuelles pour des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

Une décision de l'Etat belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'Etat belge qui implique donc le financement de ce marché, Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

1.7.8 Contrôle et surveillance du marché

1.7.8.1 Etendue du contrôle et de la surveillance (art. 39)

Le pouvoir adjudicateur peut faire surveiller ou contrôler partout la préparation ou la réalisation des prestations par tous moyens appropriés.

L'adjudicataire est tenu de donner aux délégués du pouvoir adjudicateur tous les renseignements nécessaires et toutes les facilités pour remplir leur mission.

L'adjudicataire ne peut se prévaloir du fait qu'une surveillance ou un contrôle a été exercé par le pouvoir adjudicateur pour prétendre être dégagé de sa responsabilité lorsque les prestations sont refusées ultérieurement pour défauts quelconques.

1.7.8.2 Modes de réception technique (art. 41)

En matière de réception technique, il y a lieu de distinguer :

- 1° la réception technique préalable au sens de l'article 42 ;
- 2° la réception technique a posteriori au sens de l'article 43 ;

Le pouvoir adjudicateur peut renoncer à tout ou partie des réceptions techniques lorsque l'adjudicataire prouve que les produits ont été contrôlés par un organisme indépendant lors de leur production, conformément aux spécifications des documents du marché. Est à cet égard assimilée à la procédure nationale d'attestation de conformité toute autre procédure de certification instaurée dans un Etat membre de l'Union européenne et jugée équivalente.

1.7.8.3 Réception technique préalable (art. 42)

En règle générale, les produits ne peuvent être mis en oeuvre s'ils n'ont été, au préalable, réceptionnés par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.

Tout le matériel proposé fait l'objet d'une approbation du pouvoir adjudicateur. Cette approbation est obtenue sur base de fiches techniques préalables qui sont élaborées par l'entrepreneur et transmises au fonctionnaire dirigeant.

Les fiches techniques présentent globalement le matériel et donnent les spécifications et les sélections retenues dans le cadre du projet.

Le pouvoir adjudicateur refuse de recevoir des fiches techniques, partielles, incomplètes n'apportant pas les renseignements techniques nécessaires à l'examen et à l'approbation.

Dès que les remarques sont en possession de l'entrepreneur celui-ci en tient compte et complète la fiche technique dans le but de la faire approuver.

La réception technique peut être opérée à différents stades de la production.

Les produits qui, à un stade déterminé, ne satisfont pas aux vérifications imposées, sont déclarés ne pas se trouver en état de réception technique.

L'adjudicataire est responsable de la garde et de la conservation de ces divers produits eu égard aux risques encourus par son entreprise et ce, jusqu'à la réception provisoire des travaux.

Sauf pour les produits agréés, les coûts liés à la réception technique préalable sont à charge de l'entrepreneur.

En tous cas, ces coûts englobent :

- les frais liés aux prestations des réceptionnaires ; ceux-ci englobent les indemnités de déplacement et de séjour des réceptionnaires.
- les frais liés au prélèvement d'échantillons, à l'emballage et au transport des échantillons, quel que soit l'endroit où a lieu le contrôle,
- les frais liés aux essais (préparatifs, fabrication des pièces d'épreuve, coût des essais à proprement parler (à cet effet, les circulaires relatives à la fixation des tarifs des essais sont d'application)).
- les frais liés au remplacement des produits présentant des défauts ou avaries.

1.7.8.4. Réception technique à posteriori (art. 43)

Une réception technique a posteriori sera impérativement organisée pour les travaux ou parties d'équipement qui seraient cachés après l'achèvement des travaux.

1.7.9 Délai d'exécution (art 76)

L'entrepreneur doit terminer les travaux dans **un délai de 90 jours** calendrier à compter de la date fixée dans l'ordre de service écrit de commencement des travaux.

Les délais susmentionnés sont impératifs et de rigueur.

1.7.10 Mise à disposition de terrains (art 77)

L'entrepreneur s'assure à ses frais, de la disposition de tous les terrains qui lui sont nécessaires pour l'installation de ses chantiers, les approvisionnements, la préparation et la manutention des matériaux de même que ceux nécessaires à la mise en dépôt de terres arables, des terres provenant des déblais reconnus impropres à leur réutilisation en remblai, des produits de démolition, des déchets généralement quelconques et des terres en excès.

Il est responsable, vis-à-vis des riverains, de tout dégât occasionné aux propriétés privées lors de l'exécution des travaux ou de la mise en dépôt des matériaux.

Les palissades ne peuvent être utilisées comme support de publicité.

Aucune publicité n'est admise sur l'emprise des chantiers, hormis les panneaux "Info-Chantier".

1.7.11 Conditions relatives au personnel (art. 78)

Toutes les dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles relatives aux conditions générales de travail, à la sécurité et à l'hygiène sont applicables à tout le personnel du chantier.

L'entrepreneur, toute personne agissant en qualité de sous-traitant à quelque stade que ce soit et toute personne mettant du personnel à disposition, sont tenus de payer à leur personnel respectif les salaires, suppléments de salaires et indemnités aux taux fixés, soit par la loi, soit par des conventions collectives conclues par des conventions d'entreprises.

En permanence, l'entrepreneur tient à la disposition de l'adjudicateur, à un endroit du chantier que celui-ci désigne, la liste mise à jour quotidiennement de tout le personnel qu'il occupe sur le chantier.

Cette liste contient au moins les renseignements individuels suivants :

Le nom; le prénom; l'occupation réelle par journée effectuée sur le chantier; la date de naissance; le métier; la qualification;

La personne de contact <<et ...>> désignée par l'entrepreneur dans le cadre de l'exécution du présent contrat avec le pouvoir adjudicateur devra maîtriser les langues suivantes : <<anglais/français>>

1.7.12 Organisation du chantier (art 79)

L'entrepreneur se conforme aux dispositions légales et réglementaires locales régissant notamment la bâtisse, la voirie, l'hygiène, la protection du travail, ainsi qu'aux dispositions des conventions collectives, nationales, régionales, locales ou d'entreprises

Lors de l'exécution des travaux, l'entrepreneur est tenu d'assurer la police du chantier pendant la durée des travaux et de prendre, dans l'intérêt tant de ses préposés que des délégués du pouvoir adjudicateur et des tiers, toutes les mesures requises en vue de garantir leur sécurité.

L'entrepreneur prend, sous son entière responsabilité et à ses frais, toutes les mesures indispensables pour assurer la protection, la conservation et l'intégrité des constructions et ouvrages existants. Il prend aussi toutes les précautions requises par l'art de bâtir et par les circonstances spéciales pour sauvegarder les propriétés voisines et éviter que, par sa faute, des troubles y soient provoqués.

L'entrepreneur prend, à ses frais, toutes les mesures voulues pour signaler tant de jour que de nuit ou par temps de brouillard, les chantiers et les dépôts qui empiètent sur les endroits normalement livrés à la circulation tant des véhicules que des piétons. Il est tenu de clôturer complètement ses chantiers tant le long des trottoirs provisoires ou définitifs, que le long des voies provisoires ou définitives réservées à la circulation automobile. Ces clôtures et palissades assureront également la protection du chantier pendant toute la durée de celui-ci, contre toute intrusion étrangère aux besoins du chantier.

L'entrepreneur fournira un panneau d'information spécifiquement réalisé dans le cadre de ce chantier aux dimensions et selon le modèle fourni par le Pouvoir Adjudicateur préalablement au démarrage des travaux.

Le panneau d'information sera posé au début du chantier, le long de la voie publique à un endroit à définir par le pouvoir adjudicateur.

1.7.13 Moyens de contrôle (art. 82)

L'entrepreneur informe le pouvoir adjudicateur du lieu précis de l'exécution des travaux en cours sur le chantier, dans ses ateliers et usines ainsi que chez ses sous-traitants ou fournisseurs.

Sans préjudice des réceptions techniques à effectuer sur chantier, l'entrepreneur assure en tout temps au fonctionnaire dirigeant et aux délégués désignés par le pouvoir adjudicateur le libre accès aux lieux de production, en vue du contrôle de la stricte application du marché, notamment en ce qui concerne l'origine et les qualités des produits.

Si l'entrepreneur met en œuvre des produits n'ayant pas été réceptionnés ou ne satisfaisant pas aux prescriptions du cahier des charges, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué peut interdire la poursuite des travaux en cause, jusqu'à ce que ces produits refusés soient remplacés par d'autres qui satisfont aux conditions du marché, sans que cette décision engendre une prolongation du délai d'exécution ou un droit quelconque à indemnisation. La décision est notifiée à l'entrepreneur par procès-verbal.

1.7.14 Journal des travaux (art. 83)

Dès la réception de la notification de la conclusion du marché, l'entrepreneur met les Journaux de Travaux nécessaires à la disposition d'Enabel.

Dès le début des travaux, l'entrepreneur est tenu de fournir quotidiennement et en 2 exemplaires aux délégués du pouvoir adjudicateur, tous les renseignements nécessaires à l'établissement du journal des travaux. Il s'agit notamment :

- Conditions atmosphériques ;
- Interruptions de chantier dues à des conditions météorologiques défavorables
- Les heures de travail ;
- Le nombre et la qualité des ouvriers occupés sur chantier
- Les matériaux approvisionnés ;
- Le matériel effectivement utilisé et le matériel hors service ;
- Les événements imprévus ;
- Les ordres modificatifs de portées mineures ;
- Les attachements et quantités réalisées pour chacun des postes et dans chacune des zones de chantier. Les attachements constituent la représentation exacte et détaillée de tous les ouvrages exécutés, en quantité, dimension et poids.

Des retards dans la mise à disposition des documents susmentionnés peuvent donner lieu à l'application des pénalités.

A défaut d'avoir formulé ses observations dans la forme et le délai précités, l'entrepreneur est censé être d'accord avec les mentions du journal des travaux et des attachements détaillés.

Lorsque ses observations ne sont pas jugées fondées, l'entrepreneur en est informé par lettre recommandée.

1.7.15 Responsabilité de l'entrepreneur (art. 84)

L'entrepreneur est responsable de la totalité des travaux exécutés par lui-même ou par ses sous-traitants jusqu'à la réception définitive de leur ensemble. Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur effectue à l'ouvrage, à mesure des besoins, tous les travaux et réparations nécessaires pour le remettre et le maintenir en bon état de fonctionnement.

Les réparations des dégradations se font conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur.

1.7.16 Tolérance zéro exploitation et abus sexuels

En application de sa Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de juin 2019, Enabel applique une tolérance zéro en ce qui concerne l'ensemble des conduites fautives ayant une incidence sur la crédibilité professionnelle du soumissionnaire.

1.7.17 Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 85-88)

Le défaut de l'adjudicataire ne s'apprécie pas uniquement par rapport aux travaux mêmes, mais également par rapport à l'ensemble de ses obligations.

Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'entrepreneur d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

En cas d'infraction, le pouvoir adjudicateur pourra lui infliger une pénalité forfaitaire par infraction allant jusqu'au triple du montant obtenu par la somme des valeurs (estimées) de l'avantage offert au préposé et de l'avantage que l'adjudicataire espérait obtenir en offrant l'avantage au préposé. Le pouvoir adjudicateur jugera souverainement de l'application de cette pénalité et de sa hauteur.

De plus, lorsqu'il y a soupçon d'une fraude ou d'une malfaçon en cours d'exécution, l'entrepreneur peut être requis de démolir tout ou partie de l'ouvrage exécuté et de le reconstruire. Les frais de cette démolition et de cette reconstruction sont à la charge de l'entrepreneur ou de l'adjudicataire, suivant que le soupçon se trouve vérifié ou non.

Cette clause ne fait pas préjudice à l'application éventuelle des autres mesures d'office prévues au RGE, notamment la résiliation unilatérale du marché et/ou l'exclusion des marchés du pouvoir adjudicateur pour une durée déterminée.

1.7.17.1 Défaut d'exécution (art. 44)

L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :

1° lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;

2° à tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;

3° lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par lettre recommandée ou par équivalent.

L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée ou par équivalent adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45 à 49, 86 et 87.

1.7.17.2 Pénalités (art. 45)

Pénalités spéciales

En raison de l'importance des travaux, sont affectés, sans mise en demeure et par la seule infraction, d'une pénalité journalière de 250 EUR par jour calendrier de non-exécution :

- Non-fourniture des documents administratifs et techniques tel que <...> : à défaut d'avoir remis, dans le délai fixé lors des réunions de chantier ou par ordre de services, tous les documents indiqués.
- Absence aux réunions de chantier ou de coordination : une pénalité par absence sera appliquée à l'entrepreneur qui n'assiste pas ou ne se fait pas valablement représenter à toutes les réunions auxquelles il est prié d'assister.
- Retard dans l'exécution des observations ou ordre de service du pouvoir adjudicateur par le biais du fonctionnaire dirigeant : dans les cas où les listes d'observation résultant des visites de chantier, notamment lors de « bon à peindre », ou réception, ne seraient pas satisfaites dans le délai prescrit par le fonctionnaire dirigeant, l'adjudicataire sera pénalisé par jour calendaire de retard jusqu'à exécution.

- Modification d'un des membres du personnel clé sans accord préalable du Pouvoir Adjudicateur : une pénalité forfaitaire par jour de défaut est appliquée, prenant fin lorsque, soit le fonctionnaire dirigeant obtient l'accord du pouvoir adjudicateur sur le nouveau membre mis en place, soit le membre remplacé est rétabli dans ses fonctions, soit les deux parties se mettent d'accord sur une nouvelle personne de remplacement conjointement acceptée. En cas d'application des pénalités, celles-ci ne peuvent en aucun cas être récupérée rétroactivement, même si un accord est trouvé.

Lorsqu'un manquement à l'une des dispositions visées ci-dessus est constaté conformément à l'article 44 § 2 AR 14.01.2013, le pouvoir adjudicateur peut accorder un délai à l'entrepreneur pour faire disparaître le manquement et l'avertir de cette disparition par lettre recommandée. Dans ce cas, ce délai est notifié à l'adjudicataire en même temps que le P.V. de constat dont question à l'article 44 § 2 AR 14/01/13.

Si aucun délai n'est indiqué dans la lettre recommandée, le l'adjudicataire est tenu de réparer sans délai les manquements.

1.7.17.3 Amendes pour retard (art. 46 e.s. et 86)

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45. Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Les amendes sont calculées selon la formule mentionnée à l'article 86 §1er.

Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

Au cas où les travaux faisant l'objet du présent cahier des charges n'étaient pas terminés dans les délais prévus au point 1.4.18, l'amende suivante sera appliquée d'office par jour ouvrable de retard, sans mise en demeure, par la seule expiration des délais en question :

$$\mathbf{R = 0,45 * ((M * n^2) / N^2)}$$

Dans laquelle :

R = le montant des amendes à appliquer pour un retard de n jours ouvrables ;

M = le montant initial du marché ;

N = le nombre de jours ouvrables prévus dès l'origine pour exécution du marché ;

n = le nombre de jours ouvrables de retard.

Toutefois, si le facteur M ne dépasse pas 75.000 euros et que, en même temps, N ne dépasse pas cent cinquante jours ouvrables, le dénominateur N² est remplacé par 150 x N.

Si le marché comporte plusieurs parties ou plusieurs phases ayant chacune leur délai N et leur montant M propres, chacune d'elles est assimilée à un marché distinct pour l'application des amendes.

Si, sans fixer de parties ou de phases, le cahier spécial des charges stipule que les délais partiels sont de rigueur, l'inobservation de ceux-ci est sanctionnée par des amendes particulières prévues au cahier spécial des charges, ou, à défaut de pareille clause, par des amendes calculées suivant la formule visée à l'art.86§1 de l'A.R. du 14.01.2013, dans laquelle les facteurs M et N se rapportent au marché total. Toutefois, le maximum des amendes afférentes à chaque délai partiel de P jours ouvrables est de :

$$\mathbf{R_{par} = (M / 20) * (P / N)}$$

1.7.17.4 Mesures d'office (art. 47 et 87)

Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites au paragraphe 2.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.

Les mesures d'office sont :

1° la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;

2° l'exécution en gestion propre de tout ou partie du marché non exécuté ;

3° la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues à l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

1.7.17.5 Autres sanctions (art. 48)

Sans préjudice des sanctions prévues dans le présent cahier spécial des charges, l'adjudicataire en défaut d'exécution peut être exclu par le pouvoir adjudicateur de ses marchés pour une période de trois ans. L'intéressé est préalablement entendu en ses moyens de défense et la décision motivée lui est notifiée.

1.7.18 Réceptions, garantie et fin du marché (art. 64-65 et 91-92)

1.7.18.1 Réception des travaux exécutés (art. 64-65 et 91-92)

Les travaux seront suivis de près pendant leur exécution par le fonctionnaire dirigeant. Les prestations ne sont réceptionnées qu'après avoir satisfait aux vérifications, aux réceptions techniques et aux épreuves prescrites.

Il est prévu une réception provisoire à l'issue de l'exécution des travaux qui font l'objet du marché et, à l'expiration d'un délai de garantie, une réception définitive qui marque l'achèvement complet du marché.

La prise de possession totale ou partielle de l'ouvrage par l'adjudicataire ne peut valoir réception provisoire.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de la fin totale ou partielle des travaux, constatée conformément aux modalités fixées dans les documents du marché, pour procéder aux formalités de réception et en notifier le résultat à l'entrepreneur.

Lorsque l'ouvrage est terminé à la date fixée pour son achèvement, et pour autant que les résultats des vérifications des réceptions techniques et des épreuves prescrites soient connus, il est dressé dans les quinze jours de la date précitée, selon le cas, un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception.

Lorsque l'ouvrage est terminé avant ou après cette date, l'entrepreneur en donne connaissance, par envoi recommandé ou envoi électronique assurant de manière équivalente la date exacte de l'envoi, au fonctionnaire dirigeant et demande, par la même occasion, de procéder à la réception provisoire. Dans les quinze jours qui suivent le jour de la réception de la demande de l'entrepreneur, et pour autant que les résultats des vérifications des réceptions techniques et des épreuves prescrites soient connus, il est dressé un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception.

Le délai de garantie prend cours à la date à laquelle la réception provisoire est accordée et est **d'un an**.

Dans les quinze jours précédant le jour de l'expiration du délai de garantie, il est, selon le cas, dressé un procès-verbal de réception définitive ou de refus de réception.

L'entrepreneur est responsable de la totalité des travaux exécutés par lui-même ou par ses sous-traitants jusqu'à la réception définitive de leur ensemble.

Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur effectue à l'ouvrage, à mesure des besoins, tous les travaux et réparations nécessaires pour le remettre et le maintenir en bon état de fonctionnement.

Toutefois, après la réception provisoire, l'entrepreneur ne répond pas des dommages dont les causes ne lui sont pas imputables.

L'adjudicataire qui, pendant le délai de garantie, refait certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, est tenu de remettre en état les parties environnantes (telles que peintures, tapisseries, parquets, etc...) auxquelles des dommages ou dégâts ont été causés du fait de la réfection entreprise.

Dans les propriétés occupées, bâties ou non, l'adjudicataire ne peut, du fait de ses travaux, ni porter entrave ni créer un danger de quelque nature que ce soit à cette occupation. Il est tenu de prendre, à ses frais, toutes les mesures nécessaires à cette fin.

Pendant le délai de garantie, d'une durée de 2 ans, l'entrepreneur effectue à l'ouvrage, à mesure des besoins, tous les travaux et réparations nécessaires pour le remettre et le maintenir en bon état de fonctionnement.

A partir de la réception provisoire et sans préjudice des dispositions du paragraphe 1er relatives à ses obligations pendant le délai de garantie, l'entrepreneur répond de la solidité de l'ouvrage et de la bonne exécution des travaux conformément aux articles 1792 et 2270 du Code civil.

Toute infraction aux obligations incombant à l'adjudicataire durant la période de garantie fera l'objet d'un procès-verbal et de l'application des mesures d'offices, conformément à l'article 44 du RGE.

1.7.19 Prix du marché en cas de retard d'exécution (art 94)

Le prix des travaux effectués pendant une période de retard imputable à l'entrepreneur est calculé suivant celui des procédés ci-après qui se révèle le plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur :

- Soit en attribuant aux éléments constitutifs des prix prévus contractuellement pour la révision, les valeurs applicables pendant la période de retard considérée ;
- Soit en attribuant à chacun de ces éléments, une valeur moyenne (E) établie de la façon suivante :

$$E = \frac{e_1 \times t_1 + e_2 \times t_2 + \dots + (e_n \times t_n)}{t_1 + t_2 + \dots + t_n}$$

Dans laquelle :

e1, e2,... en, représentent les valeurs successives de l'élément considéré pendant le délai contractuel, éventuellement prolongé dans la mesure où le retard n'est pas imputable à l'entrepreneur ;

t1, t2,... tn, représentent les temps d'application correspondants de ces valeurs, exprimés en moins de trente jours, chaque fraction du mois étant négligée et les temps de suspension de l'exécution du marché n'étant pas pris en considération.

La valeur de E est calculée jusqu'à la deuxième décimale

1.7.20 Facturation et paiement des travaux (art. 66 e.s. et 95)

Le paiement interviendra au plus tard 30 jours après introduction et acceptation de la facture.

La facture contient le détail complet des travaux qui justifient le paiement. La facture est signée et datée, et porte la mention « certifié sincère et véritable et arrêté à la somme totale de € (montant en toutes lettres) », ainsi que la référence COD22002-10358 et le nom du fonctionnaire dirigeant, Mme Elena BUREGURE Experte Infrastrucure. La facture qui ne porte pas cette référence ne pourra pas être payée.

L'adresse de facturation est :

Agence belge de développement/Enabel
Coordination Sud-Ubangi
13, Av Labo, C/Labo
Gémena/République Démocratique du Congo
Courriel : elena.buregure@enabel.be

Le paiement se fait en acomptes de la manière suivante : pour lot 1 et Lot 2

- Installation du chantier et travaux préparatoire ;
- Gros œuvre pour le L1 ;
- Gros œuvre pour le L2 ;
- Travaux de finition pour L1 ;
- Travaux de finition pour L2 ;

- Le paiement se fait en acomptes de la manière suivante pour lot 3 :
- Installation et préparatoires ;
- Gros œuvre-Fondation ;
- Gros œuvre-Elévation ;
- Toiture ;
- Finition : Menuiserie et revêtement sol et mur ;
- Electricité + Kit solaire et Sécurité incendies ;
- Plomberie, Peinture et Aménagement extérieur.

Le paiement s'effectue exclusivement par virement bancaire.

Avances :

Dans le cadre du présent marché, les avances sont autorisées.

Conformément à l'article 67 des RGE et de la loi du 22 décembre 2023 modifiant la réglementation relative aux marchés publics en vue de promouvoir l'accès des PME auxdits marchés, une avance peut être accordée à l'adjudicataire, avant le versement du premier acompte, pour des opérations liées à la mise en oeuvre des tâches, à titre d'avance forfaitaire, pour lui permettre de faire face aux

investissements préalables de valeur considérable entraînés par le démarrage du marché. Le montant total de l'avance forfaitaire ne peut pas dépasser 20 % du montant de référence du marché en application en à la loi en vigueur.

Le paiement de l'avance est subordonné à l'introduction par l'adjudicataire d'une demande écrite datée et signée à cet effet.

Aucune avance (forfaitaire et d'approvisionnement) n'est accordée avant :

- La notification de la conclusion du marché ;
- La constitution du cautionnement conformément au point cautionnement ;
- La constitution d'une garantie financière établie pour la totalité de l'avance ;

- L'approbation par le bureau de suivi des travaux et/ou le pouvoir adjudicateur du programme de la mise en oeuvre des tâches (avance forfaitaire) ou des preuves d'achats, commande... (avance d'approvisionnement).

L'adjudicataire utilise l'avance exclusivement pour les opérations liées à la mise en oeuvre des tâches liées au marché. Le paiement des avances peut être suspendu et les avances peuvent être récupérées sur les acomptes, s'il est constaté que l'adjudicataire ne respecte pas ses obligations contractuelles.

Le remboursement de l'avance s'effectue par retenues basées sur les taux d'avancement :

30% du montant de l'avance à 30% de l'avancement ;

35% du montant de l'avance à 60% de l'avancement ;

100% du montant de l'avance à 90% de l'avancement.

1.7.21 Litiges (art. 73)

Tous les litiges relatifs à l'exécution de ce marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

En cas de « litige », c'est-à-dire d'action en justice, la correspondance devra (également) être envoyée à l'adresse suivante :

Agence belge de développement - Enabel

Global Procurement Service

A l'attention de Mme Laura Jacobs

Rue Haute 147

1000 Bruxelles

Belgique

2 Termes de références

Clauses techniques particulières

Les annexes au présent CSC font partie intégrante du présent CSC (Cahier des Clauses Techniques Particulières et Plans, Bordereau descriptif des prix unitaires, Métré récapitulatif). Cf liste des annexes.

2.1 Fiche d'identification

2.1.1 Personne physique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici : <https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:412289af-39d0-4646-b070-5cfed3760aed>

I. DONNÉES PERSONNELLES		
NOM(S) DE FAMILLE ⁹		
PRÉNOM(S)		
DATE DE NAISSANCE		
JJ MM AAAA		
LIEU DE NAISSANCE (VILLE, VILLAGE)	PAYS DE NAISSANCE	
TYPE DE DOCUMENT D'IDENTITÉ		
CARTE D'IDENTITÉ PASSEPORT PERMIS DE CONDUIRE ¹⁰ AUTRE ¹¹		
PAYS ÉMETTEUR		
NUMÉRO DE DOCUMENT D'IDENTITÉ		
NUMÉRO D'IDENTIFICATION PERSONNEL ¹²		
ADRESSE PRIVÉE PERMANENTE		
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE
RÉGION ¹³	PAYS	
TÉLÉPHONE PRIVÉ		
COURRIEL PRIVÉ		
II. DONNÉES COMMERCIALES		Si OUI, veuillez fournir vos données commerciales et joindre des copies des justificatifs officiels.
Vous dirigez votre propre entreprise sans personnalité juridique distincte (vous êtes entrepreneur individuel, indépendant, etc.) et en tant que tel, vous fournissez des services à la Commission ou à d'autres institutions, agences et organes de l'UE?	NOM DE L'ENTREPRISE (le cas échéant)	
	NUMÉRO DE TVA	
	NUMÉRO D'ENREGISTREMENT	
	LIEU DE L'ENREGISTREMENT	
	VILLE	
	PAYS	
OUI NON		
DATE	SIGNATURE	

⁹ Comme indiqué sur le document officiel.

¹⁰ Accepté uniquement pour la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Islande, le Canada, les États-Unis et l'Australie.

¹¹ A défaut des autres documents d'identités: titre de séjour ou passeport diplomatique.

¹² Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

¹³ Indiquer la région, l'état ou la province uniquement pour les pays non membres de l'UE, à l'exclusion des pays de l'AELE et des pays candidats.

2.1.2 Entité de droit privé/public ayant une forme juridique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:3b918624-1fb2-4708-9199-e591dcdfe19b>

NOM OFFICIEL¹⁴				
NOM COMMERCIAL (si différent)				
ABRÉVIATION				
FORME JURIDIQUE				
TYPE	A BUT LUCRATIF			
D'ORGANISATION	SANS BUT LUCRATIF	ONG¹⁵	OUI	NON
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL¹⁶				
NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE (le cas échéant)				
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL		VILLE	PAYS	
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL		JJ	MM	AAAA
NUMÉRO DE TVA				
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL				
CODE POSTAL	BOITE POSTALE		VILLE	
PAYS	TÉLÉPHONE			
COURRIEL				
DATE		CACHET		
SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ				

¹⁴ Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

¹⁵ ONG = Organisation non gouvernementale, à remplir pour les organisations sans but lucratif.

¹⁶ Le numéro d'enregistrement au registre national des entreprises. Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

2.1.3 Entité de droit public¹⁷

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici /

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:c52ab6a5-6134-4fed-9596-107f7daf6f1b>

NOM OFFICIEL¹⁸			
ABRÉVIATION			
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL¹⁹			
NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE			
(le cas échéant)			
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	VILLE	PAYS	
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	JJ	MM	AAAA
NUMÉRO DE TVA			
ADRESSE OFFICIELLE			
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE	
PAYS	TÉLÉPHONE		
COURRIEL			
DATE	CACHET		
SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ			

2.1.4 Sous-traitants

Nom et forme juridique	Adresse / siège social	Objet

¹⁷ Entité de droit public DOTÉE DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE: entité de droit public capable de se représenter elle-même et d'agir en son nom propre, c'est-à-dire capable d'ester en justice, d'acquiescer et de se défaire des biens, et de conclure des contrats. Ce statut juridique est confirmé par l'acte juridique officiel établissant l'entité (loi, décret, etc.).

¹⁸ Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

¹⁹ Numéro d'enregistrement de l'entité au registre national.

2.2 Fiche d'identité financière

SIGNALETIQUE FINANCIER

(à remplir exhaustivement)

DONNEES DU TITULAIRE DU COMPTE

TITULAIRE DU COMPTE (1)			
ADRESSE			
VILLE		CODE POSTAL	
PAYS			
CONTACT			
TELEPHONE FIXE		MOBILE	
E - MAIL			

COORDONNEES BANCAIRES

INTITULE DU COMPTE			
NOM DE LA BANQUE			
ADRESSE (DE L'AGENCE)			
VILLE		CODE POSTAL	
PAYS			
NUMERO DE COMPTE (2)			
IBAN			

CODE BIC/SWIFT

DATE + SIGNATURE DU TITULAIRE DU COMPTE

Remarques importantes :

(1) Le nom ou le titre sous lequel le compte a été ouvert et non le nom du mandataire.

(2) Joindre une copie du RIB récent fourni par la banque.

2.3 Formulaire d'offre - Prix

En déposant cette offre, le soumissionnaire s'engage à exécuter, conformément aux dispositions du CSC / COD22002-10358, le présent marché et déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans le CSC et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions.

Les prix unitaires et les prix globaux de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

La taxe sur la valeur ajoutée fait l'objet d'un poste spécial de l'inventaire, pour être ajoutée au montant de l'offre. Le soumissionnaire s'engage à exécuter le marché public conformément aux dispositions du CSC /, aux prix suivants, exprimés en euros et hors TVA :

Pourcentage TVA :%.

En cas d'approbation de la présente offre, le cautionnement sera constitué dans les conditions et délais prescrits dans le cahier spécial des charges.

L'information confidentielle et/ou l'information qui se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux est clairement indiquée dans l'offre.

Afin de rendre possible une comparaison adéquate des offres, les données ou documents mentionnés << ci-dessous ou au point ..., dûment signés, doivent être joints à l'offre.

En annexe, le soumissionnaire joint à son offre

Le soumissionnaire déclare sur l'honneur que les informations fournies sont exactes et correctes et qu'elles ont été établies en parfaite connaissance des conséquences de toute fausse déclaration.

Certifié pour vrai et conforme,

Fait à le

2.4 Bordereau des prix lot 1

LOT 1_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP Boboto 3 A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
0	INSTALLATION ET REPLI DE CHANTIER				
0.1	Installation et repli de chantier	FF	1,00		0,00 €
	Sous total 0 - Installation et repli de chantier				0,00 €
1	TRAVAUX PREPARATOIRES				
1.1	Débroussaillage et nivellement terrain	m ²	182,00		0,00 €
	Sous Total 1 Travaux préparatoires				0,00 €
	Sous total 0+1: INSTALLATION DE CHANTIER (0) + TRAVAUX PREPARATOIRES (1)				0,00 €
OUVRAGE 1 : CONSTRUCTION LATRINE GARCONS					
2	GROS ŒUVRES				
2.1	Fondation				
2.1.1	<i>Fouilles</i>				
2.1.1.1	<i>Fouilles filantes</i>				
2.1.1.1.1	Fouilles Largeur: 35 cm;(Profondeur: 100cm)	m ³	6,076		0,00
2.1.1.2	<i>Fouille de la fosse</i>				
2.1.1.2.1	Fouille de la fosse (955x335 x300 cm)	m ³	95,98		0,00
2.1.2	<i>Béton de propreté</i>				
2.1.2.1	Béton de propreté (ép.: 5 cm) dosé à 150 kg/m ³	m ³	0,3038		0,00
2.1.3	<i>Maconnerie de Fondation</i>				
2.1.3.1	Fondation en béton cyclopéen (35 x 95 cm) dosé à 300Kg/m ³	m ³	5,7722		0,00
2.1.3.2	Maçonnerie en moellon ép.35 cm dosé à 250Kg/m ³ pour la protection des parois de la fosse	m ³	30,61		0,00
2.1.4	<i>Béton armé</i>				
2.1.4.1	Socles des fondations en béton armé 35x35x95 cm dosé à 350kg/m ³	m ³	0,70		0,00
2.1.4.2	Chape d'égalisation en béton dosé à 350 kg/m ³ (h= 8cm) légèrement armé	m ³	0,3038		0,00
2.1.4.3	Colonnes de fosse en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 35x35cm	m ³	3,68		0,00
2.1.4.4	<i>Poutre en béton armé dosé à 350 kg/m³</i>				
2.1.4.4.1	Poutre en béton armé dosé à 350 kg/m ³ (35x30cm) inférieure à 1,0m	m ³	3,76		0,00
2.1.4.4.2	Poutre en béton armé dosé à 350 kg/m ³ (35x30cm) supérieure à 3,0m	m ³	3,76		0,00
2.1.4.5	<i>Dalle en béton armé dosé à 350 Kg/m³</i>				
2.1.4.5.1	Dalle en béton armé dosé à 350 Kg/m ³ ep.12	m ³	3,84		0,00

**LOT 1_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE
INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP Boboto 3 A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
2.1.5	Fourniture et mise en œuvre d'un Remblais en matériaux d'apport (terre de type latérite) y compris compactage	m ³	9,92		0,00
2.1.6	Fourniture et pose d'un Film polyane d'étanchéité sous béton de sous pavement	m ²	24,79		0,00
2.1.7	Béton de sous pavement et rampes d'accès en béton dosé à 250 Kg/m ³ ép.= 8 cm	m ³	1,98		0,00
	Sous-total 2.1 Fondation				0,00
2.2	Elévation				
2.2.1	<i>Maçonnerie d'élévation</i>				
2.2.1.1	Maçonneries en briques stabilisées ép. 15 cm dosé à 300kg/m ³	m ²	133,03		0,00
2.2.1.2	<i>Maçonnerie en blocs ciment plein</i>				
2.2.1.2.1	Maçonnerie en blocs de ciment plein de 15x20x40 pour perron d'accès	m ³	0,80		0,00
2.2.1.3	Maçonneries de claustras	m ²	0,00		0,00
2.2.2	<i>Béton armé</i>				
2.2.2.1	<i>Colonnes</i>				
2.2.2.1.1	Colonnes en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20cm avec battée extérieur	m ³	1,30		0,00
2.2.2.2	<i>Ceintures</i>				
2.2.2.2.1	Ceinture inférieur en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20 cm	m ³	1,45		0,00
2.2.2.2.2	Ceinture supérieur en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20 cm	m ³	1,45		0,00
	Sous total 2.2 Elévation				0,00
2.3	Toiture				
2.3.1	<i>Charpente rampantes</i>				
2.3.1.1	Rampats et contreventement en madrier 7/15 cm	m ³	1,06		0,00
2.3.1.2	Fo et Po de pannes en chevrons 7/7	m ³	0,49		0,00
2.3.2	Fo et Po de Couverture en tôle BG 28 Prépeint ondulé avec un pesant de 7Kg	m ²	77,69		0,00
2.3.3	Fo et Po planches de rive de 30 cm ep.3 cm	ml	37,38		0,00
	Sous-total 2.3 Toiture				0,00
3	TRAVAUX DE FINITION				
3.1	Menuiseries				
3.1.1	<i>Portes</i>				
3.1.1.1	<i>Portes métalliques</i>				
3.1.1.1.1	Fo et Po porte extérieure métallique grillagé de 100 cmx220cm	Pce	2,00		0,00
3.1.1.2	<i>Portes en bois</i>				
3.1.1.2.1	Fo et Po porte intérieure en bois massif de 100 cmx220cm	Pce	1,00		0,00
3.1.1.2.2	Fo et Po porte intérieure en bois massif de 80 cmx220cm	Pce	6,00		0,00

**LOT 1_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE
INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP Boboto 3 A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
3.1.2	<i>Fenêtres</i>				
3.1.21	Fo et Po grillage métallique de de 3,45 cmx90cm	Pce	1,00		0,00
	Sous-total 3.1 Menuiseries				0,00
3.2	Revêtement sol et mur				
3.2.1	Enduit lisse en mortier de ciment dosé à 250 kg/m3 sur murs intérieurs de WC et dans la fosse ép. = 2,5 cm	m²	87,13		0,00
3.2.2	Enduit glacé en mortier de ciment dosé à 400 kg/m3 sur parois intérieurs de la fosse ép. = 2,5 cm	m²	77,40		0,00
3.2.3	Enduit lisse en mortier de ciment dosé à 250 kg/m3 ép. = 2,5 cm sur colonnes, ceintures à l'extérieur	m²	7,43		0,00
3.2.4	Enduit extérieur finition tyrolien écrase h. moyenne =100 cm	m²	28,74		0,00
3.2.5	Fo et Po faïence sur murs intérieurs des la salle avec 220 cm de hauteur dans les sanitaires	m²	78,60		0,00
3.2.6	Fo et Po Carreaux de sol anti-dérampant en ceramique de premier choix intérieurs de la salle	m²	45,44		0,00
	Sous-total 3.2 Revêtement sol et mur				0,00
3.3	Plomberie				
3.3.1	Fo et Po gouttière en PVC 140 y compris accessoire de fixation	ml	12,45		0,00
3.3.2	Descente en PVC 110	ml	6,00		0,00
3.3.3	Reseau d'adduction d'eau propre à l'intérieur du bâtiment	Fft	1,00		0,00
3.3.4	Fo et Po de syphon sol avec crepines	Pce	5,00		0,00
3.3.5	<i>Construction d'un support</i>				
3.3.5.1	Construction d'un support pour deux citernes de 2000 litres en BA	FF	1,00		0,00
3.3.5.2	Fo et Po en de citerne en plastique de 2000 litres avec tous les accessoires	Pce	1,00		0,00
3.3.6	Construction d'un puit perdu de 150x300 cm	Pce	1,00		0,00
3.3.7	Fo et Po de WC Turc complet	Pce	6,00		0,00
3.3.8	Fo et Po de WC en maçonnerie pour PMR	Pce	1,00		0,00
3.3.9	Fo et Po de urinoires	Pce	5,00		0,00
3.3.10	Construction d'un bac à laver en beton a1 robinet PMR y compris les failence de revêtement	Fft	1,00		0,00
3.3.11	Construction d'un bac à laver en beton a 5 robinet y compris les failence de revêtement	Fft	1,00		0,00
3.3.12	Fo et Po de tuyau PVC 110 y compris Té et treillis moustiquaire pour l'aeration de la fosse	ml	30,00		0,00
	Sous -total 3.4 Plomberie				0,00
3.4	Peinture				

**LOT 1_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE
INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP Boboto 3 A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
3.4.1	Fo et application Peinture latex sur murs intérieurs (couleur pierre de France)	m ²	36,16		0,00
3.4.2	Fo et application vernis claire sur face extérieure des briques stabilisées	m ²	37,87		0,00
	Sous-total 3.5 Peinture				0,00
	Total 1 :CONSTRUCTION LATRINE GARCONS				0,00 €
OUVRAGE 2 : CONSTRUCTION LATRINE FILLES					
2	GROS ŒUVRES				
2.1	Fondation				
2.1.1	<i>Fouilles</i>				
2.1.1.1	<i>Fouilles filantes</i>				
2.1.1.1.1	Fouilles Largeur: 35 cm;(Profondeur: 100cm)	m ³	6,076		0,00
2.1.1.2	<i>Fouille de la fosse</i>				
2.1.1.2.1	Fouille de la fosse (955x335 x300 cm)	m ³	95,98		0,00
2.1.2	<i>Béton de propreté</i>				
2.1.2.1	Béton de propreté (ép.: 5 cm) dosé à 150 kg/m ³	m ³	0,3038		0,00
2.1.3	<i>Maconnerie de Fondation</i>				
2.1.3.1	<i>Fondation en béton cyclopéen (35 x 95 cm) dosé à 300Kg/m3</i>	m ³	5,7722		0,00
2.1.3.2	Maçonnerie en moellon ép.35 cm dosé à 250Kg/m ³ pour la protection des parois de la fosse	m ³	30,61		0,00
2.1.4	<i>Béton armé</i>				
2.1.4.1	Socles des fondations en béton armé 35x35x95 cm dosé à 350kg/m ³	m ³	0,70		0,00
2.1.4.2	Chape d'égalisation en béton dosé à 350 kg/m ³ (h= 8cm) légèrement armé	m ³	0,3038		0,00
2.1.4.3	Colonnes de fosse en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 35x35cm	m ³	3,68		0,00
2.1.4.4	<i>Poutre en béton armé dosé à 350 kg/m3</i>				
2.1.4.4.1	Poutre en béton armé dosé à 350 kg/m ³ (35x30cm) inférieure à 1,0m	m ³	3,76		0,00
2.1.4.4.2	Poutre en béton armé dosé à 350 kg/m ³ (35x30cm) supérieure à 3,0m	m ³	3,76		0,00
2.1.4.5	<i>Dalle en béton armé dosé à 350 Kg/m3</i>				
2.1.4.5.1	Dalle en béton armé dosé à 350 Kg/m ³ ep.12	m ³	3,84		0,00
2.1.5	Remblais en matériaux d'apport (terre de type latérite) y compris compactage				
2.1.6	Film polyane d'étanchéité sous béton de sous-pavement				
2.1.7	Béton de sous pavement et rampes d'accès en béton dosé à 250 Kg/m ³ ép.= 8 cm	m ³	1,98		0,00
	Sous-total 2.1 Fondation				0,00
2.2	Elévation				

**LOT 1_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE
INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP Boboto 3 A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
2.2.1	<i>Maçonnerie d'élévation</i>				
2.2.1.1	Maçonneries en briques stabilisées ép. 15 cm dosé à 300kg/m ³	m ²	133,03		0,00
2.2.1.2	<i>Maçonnerie en blocs ciment plein</i>				
2.2.1.2.1	Maçonnerie en blocs ciment plein de 15x20x40 pour perron d'accès	m ³	0,80		
2.2.1.3	Maçonneries de claustras	m ²	0,00		0,00
2.2.2	<i>Béton armé</i>				
2.2.2.1	<i>Colonnes</i>				
2.2.2.1.1	Colonnes en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20cm avec battée extérieur	m ³	1,30		0,00
2.2.2.2	<i>Ceintures</i>				
2.2.2.2.1	Ceinture inférieur en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20 cm	m ³	1,45		0,00
2.2.2.2.2	Ceinture supérieur en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20 cm	m ³	1,45		0,00
	Sous total 2.2 Elévation				0,00
2.3	Toiture				
2.3.1	<i>Charpente rampante</i>				
2.3.1.1	Rampants et contreventement en madrier 7/15 cm	m ³	1,06		0,00
2.3.1.2	Fo et Po de pannes en chevrons 7/7	m ³	0,49		0,00
2.3.2	Fo et Po de Couverture en tôle BG 28 Prépeint ondulé avec un pesant de 7Kg	m ²	77,69		0,00
2.3.3	Fo et Po planches de rive de 30 cm ep.3 cm	ml	37,38		0,00
	Sous-total 2.3 Toiture				0,00
3	TRAVAUX DE FINITION				
3.1	Menuiseries				
3.1.1	<i>Portes</i>				
3.1.1.1	<i>Portes métalliques</i>				
3.1.1.1.1	Fo et Po porte extérieure métallique grillagé de 100 cmx220cm	Pce	2,00		0,00
3.1.1.2	<i>Portes en bois</i>				
3.1.1.2.1	Fo et Po porte intérieure en bois massif de 100 cmx220cm	Pce	1,00		0,00
3.1.1.2.2	Fo et Po porte intérieure en bois massif de 80 cmx220cm	Pce	8,00		0,00
3.1.1.3	<i>Fenêtres</i>				
3.1.1.3.1	Fo et Po grillage métallique de 345 cmx90cm	Pce	1,00		0,00
	Sous-total 3.1 Menuiseries				0,00
3.2	Revêtement mur et sol				
3.2.1	Enduit lisse en mortier de ciment dosé à 250 kg/m ³ sur murs intérieurs de WC et dans la fosse ép. = 2,5 cm	m ²	87,13		0,00
3.2.2	Enduit glacé en mortier de ciment dosé à 400 kg/m ³ sur parois intérieurs de la fosse ép. = 2,5 cm	m ²	77,40		0,00

**LOT 1_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE
INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP Boboto 3 A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
3.2.3	Enduit lisse en mortier de ciment dosé à 250 kg/m ³ ép. = 2,5 cm sur colonnes, ceintures à l'extérieur	m ²	7,43		0,00
3.2.4	Enduit extérieur finition tyrolien écrase h. moyenne =100 cm	m ²	28,74		0,00
3.2.5	Fo et Po faïence sur murs intérieurs des la salle avec 220 cm de hauteur dans les sanitaires	m ²	78,60		0,00
3.2.6	Fo et Po Carreaux de sol anti-dérampant en ceramique de premier choix intérieurs de la salle	m ²	45,44		0,00
	Sous-total 3.2 Revêtement sol et mur				0,00
3.3	Plomberie				
3.3.1	Fo et Po gouttière en PVC 140 y compris accessoire de fixation	ml	12,45		0,00
3.3.2	Descente en PVC 110	ml	6,00		0,00
3.3.3	Reseau d'adduction d'eau propre à l'intérieur du bâtiment	Fft	1,00		0,00
3.3.4	Fo et Po de syphon sol avec crepines	Pce	5,00		0,00
3.3.5	Construction d'un support				
3.3.5.1	Construction d'un support pour deux citernes de 2000 litres en BA	FF	1,00		0,00
3.3.5.2	Fo et Po en de citerne en plastique de 2000 litres avec tous les accessoires	Pce	1,00		0,00
3.3.6	Construction d'un puit perdu de 150x300 cm	Pce			
3.3.7	Fo et Po de WC Turc complet	Pce	6,00		0,00
3.3.8	Fo et Po de WC en maçonnerie pour PMR	Pce	1,00		0,00
3.3.9	Fo et Po de urinoires	Pce	0,00		0,00
3.3.10	Construction d'un bac à laver en beton a1 robinet PMR y compris les faillence de revetement	Fft	1,00		0,00
3.3.11	Construction d'un bac à laver en beton a 5 robinet y compris les faillence de revetement	Fft	1,00		0,00
3.3.12	Fo et Po de tuyau PVC 110 y compris Té et treillis moustiquaire pour l'aeration de la fosse	ml	30,00		0,00
	Sous -total 3.4 Plomberie				0,00
3.4	Peinture				
3.4.1	Fo et application Peinture latex sur murs intérieurs (couleur peirre de France)	m ²	36,16		0,00
3.4.2	Fo et application vernis claire sur face extérieure des briques stabilisées	m ²	37,87		0,00
	Sous-total 3.5 Peinture				0,00
	Total 2 :CONSTRUCTION LATRINE FILLES				0,00 €
4	AMENAGEMENT EXTERIEUR				
4.1	Trottoir perron et protection de la fondation et Aspects Environnementaux				
4.1.1	Fouille bordure	m ³	2,76		0,00 €

**LOT 1_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE
INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP Boboto 3 A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
4.1.2	Béton de propriété dosé à 150 Kg/m3	m ³	0,69		0,00 €
4.1.3	Maçonnerie en blocs de 15cm profondeur = 30 cm	m ³	2,10		0,00 €
4.1.4	Béton brut trottoir à 300kg/m3 ép. 7 cm l=80cm	m ³	2,83		0,00 €
4.1.5	Pose dalle en béton armé ép. 10 cm sur filet d'eau devant chaque entrée	m ³	0,61		0,00 €
4.1.6	Filet d'eau de 40 cm largeur intérieure avec chape d'égalisation sur les maçonneries Blocs ciment plein ép. =15 cm avec radier en Béton dosé à 300Kg/m3	ml	33,00		0,00 €
4.1.7	Puisard de 1 m de diamètre intérieur et 2,10 m de profondeur	pce	0,00		0,00 €
4.1.8	Mise en place de béton des voies d'accès (dosé à 250Kg/m3) ép. 10 cm	m ²	36,00		0,00 €
4.1.9	Mise en place de béton des bordures de 10x20 cm (dosé à 300Kg/m3)	m ³	1,94		0,00 €
4.1.10	Plantation des pelouses et fleurs honorifique	Fft	1,00		0,00 €
4.1.11	Plantation des arbres fruitiers	pce	5,00		0,00 €
	Sous-total 4.1 Trottoir perron, protection de la fondation et Aspects Environnementaux				0,00 €
4	AMENAGEMENT EXTERIEUR				0,00 €
RECAPITULATIF LOT1 TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES LATRINE (GARCONS ET FILLES)					
n°	Destignation des travaux	PT (en€)			
0	INSTALLATION DE CHANTIER (0) + TRAVAUX PREPARATOIRES (1)	0,00 €			
1	TRAVAUX DE CONSTRUCTION LATRINE GARCONS	0,00 €			
2	TRAVAUX DE CONSTRUCTION LATRINE FILLES	0,00 €			
4	AMENAGEMENT EXTERIEUR	0,00 €			
TOTAL GENERAL LOT 1 EP BOBOTO					0,00 €

2.5 Bordereau des prix Lot 2

LOT 2_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP EDAP-ISP A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
0	INSTALLATION ET REPLI DE CHANTIER				
0.1	Installation et repli de chantier	FF	1,00		0,00 €
	Sous total 0 - Installation et repli de chantier				0,00 €
1	TRAVAUX PREPARATOIRES				
1.1	Débroussaillage et nivellement terrain	m ²	182,00		0,00 €
	Sous Total 1 Travaux préparatoires				0,00 €
	Sous total 0+1: INSTALLATION DE CHANTIER (0) + TRAVAUX PREPARATOIRES (1)				0,00 €
OUVRAGE 1 : CONSTRUCTION LATRINE GARCONS					
2	GROS ŒUVRES				
2.1	Fondation				
2.1.1	<i>Fouilles</i>				
2.1.1.1	<i>Fouilles filantes</i>				
2.1.1.1.1	Fouilles Largeur: 35 cm;(Profondeur: 100cm)	m ³	6,076		0,00
2.1.1.2	<i>Fouille de la fosse</i>				
2.1.1.2.1	Fouille de la fosse (955x335 x300 cm)	m ³	95,98		0,00
2.1.2	<i>Béton de propreté</i>				
2.1.2.1	Béton de propreté (ép.: 5 cm) dosé à 150 kg/m ³	m ³	0,3038		0,00
2.1.3	<i>Maconnerie de Fondation</i>				
2.1.3.1	Fondation en béton cyclopéen (35 x 95 cm) dosé à 300Kg/m ³	m ³	5,7722		0,00
2.1.3.2	Mçonnerie en moellon ép.35 cm dosé à 250Kg/m ³ pour la protection des parois de la fosse	m ³	30,61		0,00
2.1.4	<i>Béton armé</i>				
2.1.4.1	Socles des fondations en béton armé 35x35x95 cm dosé à 350kg/m ³	m ³	0,70		0,00
2.1.4.2	Chape d'égalisation en béton dosé à 350 kg/m ³ (h= 8cm) légèrement armé	m ³	0,3038		0,00
2.1.4.3	Colonnes de fosse en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 35x35cm	m ³	3,68		0,00
2.1.4.4	<i>Poutre en béton armé dosé à 350 kg/m³</i>				
2.1.4.4.1	Poutre en béton armé dosé à 350 kg/m ³ (35x30cm) inférieure à 1,0m	m ³	3,76		0,00
2.1.4.4.2	Poutre en béton armé dosé à 350 kg/m ³ (35x30cm) supérieure à 3,0m	m ³	3,76		0,00
2.1.4.5	<i>Dalle en béton armé dosé à 350 Kg/m³</i>				
2.1.4.5.1	Dalle en béton armé dosé à 350 Kg/m ³ ep.12	m ³	3,84		0,00
2.1.5	Fourniture et mise en œuvre d'un Remblais en matériaux d'apport (terre de type latérite) y compris compactage	m ³	9,92		0,00

**LOT 2_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE
INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP EDAP-ISP A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
2.1.6	Fourniture et pose d'un Film polyane d'étanchéité sous béton de sous pavement	m ²	24,79		0,00
2.1.7	Béton de sous pavement et rampes d'accès en béton dosé à 250 Kg/m ³ ép.= 8 cm	m ³	1,98		0,00
	Sous-total 2.1 Fondation				0,00
2.2	Elévation				
2.2.1	<i>Maçonnerie d'élévation</i>				
2.2.1.1	Maçonneries en briques stabilisées ép. 15 cm dosé à 300kg/m ³	m ²	133,03		0,00
2.2.1.2	<i>Maçonnerie en blocs ciment plein</i>				
2.2.1.2.1	Maçonnerie en blocs de ciment plein de 15x20x40 pour perron d'accès	m ³	0,80		0,00
2.2.1.3	Maçonneries de claustras	m ²	0,00		0,00
2.2.2	<i>Béton armé</i>				
2.2.2.1	<i>Colonnes</i>				
2.2.2.1.1	Colonnes en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20cm avec battée extérieur	m ³	1,30		0,00
2.2.2.2	<i>Ceintures</i>				
2.2.2.2.1	Ceinture inférieur en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20 cm	m ³	1,45		0,00
2.2.2.2.2	Ceinture supérieur en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20 cm	m ³	1,45		0,00
	Sous total 2.2 Elévation				0,00
2.3	Toiture				
2.3.1	<i>Charpente rampantes</i>				
2.3.1.1	Rampats et contreventement en madrier 7/15 cm	m ³	1,06		0,00
2.3.1.2	Fo et Po de pannes en chevrons 7/7	m ³	0,49		0,00
2.3.2	Fo et Po de Couverture en tôle BG 28 Prépeint ondulé avec un pesant de 7Kg	m ²	77,69		0,00
2.3.3	Fo et Po planches de rive de 30 cm ep.3 cm	ml	37,38		0,00
	Sous-total 2.3 Toiture				0,00
3	TRAVAUX DE FINITION				
3.1	Menuiseries				
3.1.1	<i>Portes</i>				
3.1.1.1	<i>Portes métalliques</i>				
3.1.1.1.1	Fo et Po porte extérieure métallique grillagé de 100 cmx220cm	Pce	2,00		0,00
3.1.1.2	<i>Portes en bois</i>				
3.1.1.2.1	Fo et Po porte intérieure en bois massif de 100 cmx220cm	Pce	1,00		0,00
3.1.1.2.2	Fo et Po porte intérieure en bois massif de 80 cmx220cm	Pce	6,00		0,00
3.1.2	<i>Fenêtres</i>				

**LOT 2_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE
INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP EDAP-ISP A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
3.1.21	Fo et Po grillage métallique de de 3,45 cmx90cm	Pce	1,00		0,00
	Sous-total 3.1 Menuiseries				0,00
3.2	Revêtement sol et mur				
3.2.1	Enduit lisse en mortier de ciment dosé à 250 kg/m3 sur murs intérieurs de WC et dans la fosse ép. = 2,5 cm	m²	87,13		0,00
3.2.2	Enduit glacé en mortier de ciment dosé à 400 kg/m3 sur parois intérieurs de la fosse ép. = 2,5 cm	m²	77,40		0,00
3.2.3	Enduit lisse en mortier de ciment dosé à 250 kg/m3 ép. = 2,5 cm sur colonnes, ceintures à l'extérieur	m²	7,43		0,00
3.2.4	Enduit extérieur finition tyrolien écrase h. moyenne =100 cm	m²	28,74		0,00
3.2.5	Fo et Po faïence sur murs intérieurs des la salle avec 220 cm de hauteur dans les sanitaires	m²	78,60		0,00
3.2.6	Fo et Po Carreaux de sol anti-dérapant en ceramique de premier choix intérieurs de la salle	m²	45,44		0,00
	Sous-total 3.2 Revêtement sol et mur				0,00
3.3	Plomberie				
3.3.1	Fo et Po gouttière en PVC 140 y compris accessoire de fixation	ml	12,45		0,00
3.3.2	Descente en PVC 110	ml	6,00		0,00
3.3.3	Reseau d'adduction d'eau propre à l'intérieur du bâtiment	Fft	1,00		0,00
3.3.4	Fo et Po de syphon sol avec crepines	Pce	5,00		0,00
3.3.5	<i>Construction d'un support</i>				
3.3.5.1	Construction d'un support pour deux citernes de 2000 litres en BA	FF	1,00		0,00
3.3.5.2	Fo et Po en de citerne en plastique de 2000 litres avec tous les accessoires	Pce	1,00		0,00
3.3.6	Construction d'un puit perdu de 150x300 cm	Pce	1,00		0,00
3.3.7	Fo et Po de WC Turc complet	Pce	6,00		0,00
3.3.8	Fo et Po de WC en maçonnerie pour PMR	Pce	1,00		0,00
3.3.9	Fo et Po de urinoires	Pce	5,00		0,00
3.3.10	Construction d'un bac à laver en beton a1 robinet PMR y compris les failence de revêtement	Fft	1,00		0,00
3.3.11	Construction d'un bac à laver en beton a 5 robinet y compris les failence de revêtement	Fft	1,00		0,00
3.3.12	Fo et Po de tuyau PVC 110 y compris Té et treillis moustiquaire pour l'aeration de la fosse	ml	30,00		0,00
	Sous -total 3.4 Plomberie				0,00
3.4	Peinture				
3.4.1	Fo et application Peinture latex sur murs intérieurs (couleur peirre de France)	m²	36,16		0,00

**LOT 2_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE
INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP EDAP-ISP A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
3.4.2	Fo et application vernis claire sur face extérieure des briques stabilisées	m ²	37,87		0,00
	Sous-total 3.5 Peinture				0,00
	Total 1 :CONSTRUCTION LATRINE GARCONS				0,00 €
OUVRAGE 2 : CONSTRUCTION LATRINE FILLES					
2	GROS ŒUVRES				
2.1	Fondation				
2.1.1	<i>Fouilles</i>				
2.1.1.1	<i>Fouilles filantes</i>				
2.1.1.1.1	Fouilles Largeur: 35 cm;(Profondeur: 100cm)	m ³	6,076		0,00
2.1.1.2	<i>Fouille de la fosse</i>				
2.1.1.2.1	Fouille de la fosse (955x335 x300 cm)	m ³	95,98		0,00
2.1.2	<i>Béton de propreté</i>				
2.1.2.1	Béton de propreté (ép.: 5 cm) dosé à 150 kg/m ³	m ³	0,3038		0,00
2.1.3	<i>Maçonnerie de Fondation</i>				
2.1.3.1	Fondation en béton cyclopéen (35 x 95 cm) dosé à 300Kg/m ³	m ³	5,7722		0,00
2.1.3.2	Maçonnerie en moellon ép.35 cm dosé à 250Kg/m ³ pour la protection des parois de la fosse	m ³	30,61		0,00
2.1.4	<i>Béton armé</i>				
2.1.4.1	Socles des fondations en béton armé 35x35x95 cm dosé à 350kg/m ³	m ³	0,70		0,00
2.1.4.2	Chape d'égalisation en béton dosé à 350 kg/m ³ (h= 8cm) légèrement armé	m ³	0,3038		0,00
2.1.4.3	Colonnes de fosse en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 35x35cm	m ³	3,68		0,00
2.1.4.4	<i>Poutre en béton armé dosé à 350 kg/m³</i>				
2.1.4.4.1	Poutre en béton armé dosé à 350 kg/m ³ (35x30cm) inférieure à 1,0m	m ³	3,76		0,00
2.1.4.4.2	Poutre en béton armé dosé à 350 kg/m ³ (35x30cm) supérieure à 3,0m	m ³	3,76		0,00
2.1.4.5	<i>Dalle en béton armé dosé à 350 Kg/m³</i>				
2.1.4.5.1	Dalle en béton armé dosé à 350 Kg/m ³ ep.12	m ³	3,84		0,00
2.1.5	Remblais en matériaux d'apport (terre de type latérite) y compris compactage				
2.1.6	Film polyane d'étanchéité sous béton de sous-pavement				
2.1.7	Béton de sous pavement et rampes d'accès en béton dosé à 250 Kg/m ³ ép.= 8 cm	m ³	1,98		0,00
	Sous-total 2.1 Fondation				0,00
2.2	Elévation				
2.2.1	<i>Maçonnerie d'élévation</i>				
2.2.1.1	Maçonneries en briques stabilisées ép. 15 cm dosé à 300kg/m ³	m ²	133,03		0,00

**LOT 2_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE
INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP EDAP-ISP A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
2.2.1.2	<i>Maçonnerie en blocs ciment plein</i>				
2.2.1.2.1	Maçonnerie en blocs ciment plein de 15x20x40 pour perron d'accès	m ³	0,80		
2.2.1.3	Maçonneries de claustras	m ²	0,00		0,00
2.2.2	<i>Béton armé</i>				
2.2.2.1	<i>Colonnes</i>				
2.2.2.1.1	Colonnes en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20cm avec battée extérieur	m ³	1,30		0,00
2.2.2.2	<i>Ceintures</i>				
2.2.2.2.1	Ceinture inférieur en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20 cm	m ³	1,45		0,00
2.2.2.2.2	Ceinture supérieur en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20 cm	m ³	1,45		0,00
	Sous total 2.2 Elévation				0,00
2.3	Toiture				
2.3.1	<i>Charpente rampante</i>				
2.3.1.1	Rampants et contreventement en madrier 7/15 cm	m ³	1,06		0,00
2.3.1.2	Fo et Po de pannes en chevrons 7/7	m ³	0,49		0,00
2.3.2	Fo et Po de Couverture en tôle BG 28 Prépeint ondulé avec un pesant de 7Kg	m ²	77,69		0,00
2.3.3	Fo et Po planches de rive de 30 cm ep.3 cm	ml	37,38		0,00
	Sous-total 2.3 Toiture				0,00
3	TRAVAUX DE FINITION				
3.1	Menuiseries				
3.1.1	<i>Portes</i>				
3.1.1.1	<i>Portes métalliques</i>				
3.1.1.1.1	Fo et Po porte extérieure métallique grillagé de 100 cmx220cm	Pce	2,00		0,00
3.1.1.2	<i>Portes en bois</i>				
3.1.1.2.1	Fo et Po porte intérieure en bois massif de 100 cmx220cm	Pce	1,00		0,00
3.1.1.2.2	Fo et Po porte intérieure en bois massif de 80 cmx220cm	Pce	8,00		0,00
3.1.1.3	<i>Fenêtres</i>				
3.1.1.3.1	Fo et Po grillage métallique de 345 cmx90cm	Pce	1,00		0,00
	Sous-total 3.1 Menuiseries				0,00
3.2	Revêtement mur et sol				
3.2.1	Enduit lisse en mortier de ciment dosé à 250 kg/m ³ sur murs intérieurs de WC et dans la fosse ép. = 2,5 cm	m ²	87,13		0,00
3.2.2	Enduit glacé en mortier de ciment dosé à 400 kg/m ³ sur parois intérieurs de la fosse ép. = 2,5 cm	m ²	77,40		0,00
3.2.3	Enduit lisse en mortier de ciment dosé à 250 kg/m ³ ép. = 2,5 cm sur colonnes, ceintures à l'extérieur	m ²	7,43		0,00
3.2.4	Enduit extérieur finition tyrolien écrase h. moyenne =100 cm	m ²	28,74		0,00

**LOT 2_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE
INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP EDAP-ISP A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
3.2.5	Fo et Po faïence sur murs intérieurs des la salle avec 220 cm de hauteur dans les sanitaires	m ²	78,60		0,00
3.2.6	Fo et Po Carreaux de sol anti-dérampant en ceramique de premier choix intérieurs de la salle	m ²	45,44		0,00
	Sous-total 3.2 Revêtement sol et mur				0,00
3.3	Plomberie				
3.3.1	Fo et Po gouttière en PVC 140 y compris accessoire de fixation	ml	12,45		0,00
3.3.2	Descente en PVC 110	ml	6,00		0,00
3.3.3	Reseau d'adduction d'eau propre à l'intérieur du bâtiment	Fft	1,00		0,00
3.3.4	Fo et Po de syphon sol avec crepines	Pce	5,00		0,00
3.3.5	Construction d'un support				
3.3.5.1	Construction d'un support pour deux citernes de 2000 litres en BA	FF	1,00		0,00
3.3.5.2	Fo et Po en de citerne en plastique de 2000 litres avec tous les accessoires	Pce	1,00		0,00
3.3.6	Construction d'un puit perdu de 150x300 cm	Pce			
3.3.7	Fo et Po de WC Turc complet	Pce	6,00		0,00
3.3.8	Fo et Po de WC en maçonnerie pour PMR	Pce	1,00		0,00
3.3.9	Fo et Po de urinoires	Pce	0,00		0,00
3.3.10	Construction d'un bac à laver en beton a1 robinet PMR y compris les faillence de revetement	Fft	1,00		0,00
3.3.11	Construction d'un bac à laver en beton a 5 robinet y compris les faillence de revetement	Fft	1,00		0,00
3.3.12	Fo et Po de tuyau PVC 110 y compris Té et treillis moustiquaire pour l'aeration de la fosse	ml	30,00		0,00
	Sous -total 3.4 Plomberie				0,00
3.4	Peinture				
3.4.1	Fo et application Peinture latex sur murs intérieurs (couleur peirre de France)	m ²	36,16		0,00
3.4.2	Fo et application vernis claire sur face extérieure des briques stabilisées	m ²	37,87		0,00
	Sous-total 3.5 Peinture				0,00
	Total 2 :CONSTRUCTION LATRINE FILLES				0,00 €
4	AMENAGEMENT EXTERIEUR				
4.1	Trottoir perron et protection de la fondation et Aspects Environnementaux				
4.1.1	Fouille bordure	m ³	2,76		0,00 €
4.1.2	Béton de propriété dosé à 150 Kg/m3	m ³	0,69		0,00 €
4.1.3	Maçonnerie en blocs de 15cm profondeur = 30 cm	m ³	2,10		0,00 €
4.1.4	Béton brut trottoir à 300kg/m3 ép. 7 cm l=80cm	m ³	2,83		0,00 €

**LOT 2_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE DEUX BLOCS LATRINE
INCLUSIVE AVEC ESPACE DE DIGNITE DANS EP EDAP-ISP A GEMENA DANS LA PROVINCE SUD-UBANGI**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
4.1.5	Pose dalle en béton armé ép. 10 cm sur filet d'eau devant chaque entrée	m ³	0,61		0,00 €
4.1.6	Filet d'eau de 40 cm largeur intérieure avec chape d'égalisation sur les maçonneries Blocs ciment plein ép. =15 cm avec radier en Béton dosé à 300Kg/m3	ml	33,00		0,00 €
4.1.7	Puisard de 1 m de diamètre intérieur et 2,10 m de profondeur	pce	0,00		0,00 €
4.1.8	Mise en place de béton des voies d'accès (dosé à 250Kg/m3) ép. 10 cm	m ²	36,00		0,00 €
4.1.9	Mise en place de béton des bordures de 10x20 cm (dosé à 300Kg/m3)	m ³	1,94		0,00 €
4.1.10	Plantation des pelouses et fleurs honorifique	Fft	1,00		0,00 €
4.1.11	Plantation des arbres fruitiers	pce	5,00		0,00 €
	Sous-total 4.1 Trottoir perron, protection de la fondation et Aspects Environnementaux				0,00 €
4	AMENAGEMENT EXTERIEUR				0,00 €
RECAPITULATIF LOT1 TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES LATRINE (GARCONS ET FILLES)					
n°	Destignation des travaux				PT (en€)
0	INSTALLATION DE CHANTIER (0) + TRAVAUX PREPARATOIRES (1)				0,00 €
1	TRAVAUX DE CONSTRUCTION LATRINE GARCONS				0,00 €
2	TRAVAUX DE CONSTRUCTION LATRINE FILLES				0,00 €
4	AMENAGEMENT EXTERIEUR				0,00 €
TOTAL GENERAL LOT 2 EP EDAP					0,00 €

2.6 Bordereau des prix lot 3

LOT 3_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA SALLE DE BIBLIOTHEQUE NUMERIQUE EP EDAP au Sud-Ubangi à Gemena

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
0	INSTALLATION ET REPLI DE CHANTIER				
0.1	Installation et repli de chantier	FF	1,00		0,00 €
	Sous total 0 - Installation et repli de chantier				0,00 €
1	TRAVAUX PREPARATOIRES				
1.1	Dépose toiture existante (versants laterals)	fft	1,00		0,00 €
1.2	Démolition des murs en pisées et évacuation des débris	fft	1,00		0,00 €
1.3	Dépose porte en bois de 90x220 cm	pce	6,00		0,00 €
1.4	Dépose fenetres en bois	pce	6,00		0,00 €
	Sous Total 1 Travaux préparatoires				0,00 €
	Sous total 0+1: INSTALLATION DE CHANTIER (0) TRAVAUX PREPARATOIRES (1) +				0,00 €
OUVRAGE I : REHABILITATION/CONSTRUCTION BATIMENT PRINCIPAL					
2	GROS ŒUVRES				
2.1	Fondation				
2.1.1	<i>Fouilles</i>				
2.1.1.1	<i>Fouilles filantes</i>				
2.1.1.1.1	Fouilles Largeur: 40 cm;(Profondeur: 80cm)	m ³	20,80		0,00 €
2.1.2	<i>Béton de propreté</i>				
2.1.2.1	Béton de propreté (ép.: 5 cm) dosé à 150 kg/m ³	m ³	1,30		0,00 €
2.1.3	<i>Maçonnerie de Fondation</i>				
2.1.3.1	Fondation en béton cyclopéen cm dosé à 300Kg/m ³	m ³	19,50		0,00 €
2.1.3.2	Fondation en moellon dosé à 250Kg/m ³	m ³	10,56		0,00 €
2.1.4	<i>Béton armé</i>				
2.1.4.1	Socles des fondations en béton armé cm dosé à 350kg/m ³	m ³	3,46		0,00 €
2.1.4.2	Chape d'égalisation en béton ermé dosé à 350 kg/m ³ (h= 8cm) légèrement armé	m ³	2,14		0,00 €
2.1.5	Remblais en matériaux d'apport (terre de type latérite) y compris compactage	m ³	54,00		0,00 €
2.1.6	Film polyane d'étanchéité sous dalle de sous pavement	m ²	135,00		0,00 €
2.1.7	Béton de sous pavement et rampes d'accès en béton dosé à 250 Kg/m ³ ép.= 8 cm	m ³	10,80		0,00 €
	Sous-total 2.1 Fondation				0,00 €

**LOT 3_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA SALLE DE BIBLIOTHEQUE
NUMERIQUE EP EDAP au Sud-Ubangi à Gemena**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
2.2	Elévation				
2.2.1	<i>Maçonnerie d'élévation</i>				
2.2.1.1	<i>Maçonnerie en blocs ciment creux</i>				
2.2.1.1.1	Maçonnerie en blocs ciment creux de 15x20x40 pour murs extérieurs et intérieurs	m ³	29,25		0,00 €
2.2.1.2	Maçonneries de claustras	m ²	9,30		0,00 €
2.2.2	<i>Béton armé</i>				
2.2.2.1	<i>Colonnes</i>				
2.2.2.1.1	Colonnes en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 20x15cm avec battée extérieur	m ³	1,84		0,00 €
2.2.2.2	<i>Ceintures</i>				
2.2.2.2.1	Ceinture inférieur en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20 cm à 220 cm	m ³	1,95		0,00 €
2.2.2.2.2	Ceinture supérieur en béton armé dosé à 350kg/m ³ de section 15x20 cm à 320 cm de la chappe	m ³	1,95		0,00 €
2.2.2.3	Béton en armé pour seuil de fenêtre dosé à 350Kg/m ³	m ³	0,93		0,00 €
	Sous-total 2.2 Elévation				0,00 €
2.3	Toiture				
2.3.1	<i>Charpente en ferme/demi ferme/rampantes</i>				
2.3.1.1	Ferme/demi-fermes en bois (arbalétrier, poinçon, fiche et contre-fiche, entrait) et contreventement en madrier 7/15 cm	m ³	4,59		0,00 €
2.3.1.2	Fo et Po de pannes en chevrons 7/7	m ³	1,88		0,00 €
2.3.2	Fo et Po de Couverture en tôle BG 28 Pret peint ondulé avec un pesant de 7Kg	m ²	339,00		0,00 €
2.3.3	Fo et Po de tôles faitières	ml	49,00		0,00 €
2.3.4	Fo et Po planches de rive de 30 cm ep.3 cm	ml	106,00		0,00 €
2.3.5	Fo et Po du faux plafond en multi plex 4mm intérieurs et extérieur du bâtiment sous gitages des chevrons de 5x5cm (mail de 60x60 cm) y compris latte couvre joint et treillis de ventilation des combles	m ²	291,00		0,00 €
	Sous-total 2.3 Toiture				0,00 €
3	TRAVAUX DE FINITION				
3.1	Menuiseries				
3.1.1	<i>Portes</i>				
3.1.1.1	Fo et Po porte double métallique pleine de 180x220 cm	Pce	3,00		0,00 €
3.1.1.2	Fo et Po porte métallique ouvrant semi-vitrée de 100 cm x220cm	Pce	4,00		0,00 €

**LOT 3_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA SALLE DE BIBLIOTHEQUE
NUMERIQUE EP EDAP au Sud-Ubangi à Gemena**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
3.1.1.3	Fo et Po porte en bois pleine de 100 cm x220cm	Pce	2,00		0,00 €
3.1.2	<i>Fenêtres et impostes</i>				
3.1.2.1	Fo et Po fenêtre métallique vitrée avec anti - vol de 150 cm x120cm	Pce	16,00		0,00 €
3.1.2.2	Fo et Po fenêtre métallique pleines avec anti - vol de 150 cm x120cm	Pce	15,00		0,00 €
	Sous-total 3.1 Menuiseries				0,00 €
3.2	Revêtement sol et mur				
3.2.1	Enduit lisse en mortier de ciment dosé à 250 kg/m3 sur murs intérieurs ép. = 2,5 cm	m ²	340,00		0,00 €
3.2.2	Enduit lisse en mortier de ciment dosé à 250 kg/m3 sur murs extérieurs ép. = 2,5 cm	m ²	102,00		0,00 €
3.2.3	Enduit tyrolien extérieur h.=150cm	m ²	174,00		0,00 €
3.2.4	Enduit lisse en mortier de ciment dosé à 400 kg/m3 sur tableau ép. = 2,5 cm	m ²	106,00		0,00 €
3.2.5	Pavement lise teinté dosé à 500Kg/m3 (en rouge bordeaux) y compris plinthes	m ²	396,00		0,00 €
	Sous-total 3.2 Revêtement sol et mur				0,00 €
3.3	Electricité				
3.3.1	<i>Installation électrique du bâtiment</i>				
3.3.1.1	Tableau divisionnaire complet de 24 circuits	Pce	1,00		0,00 €
3.3.1.2	Plafonnier lumineux économique de 18 W	Pce	18,00		0,00 €
3.3.1.3	Fils de 1,5 mm ²	ml	600,00		0,00 €
3.3.1.4	Fils de 2,5 mm ²	ml	400,00		0,00 €
3.3.1.5	Prise encastrées hermetique avec terre	Pce	18,00		0,00 €
3.3.1.6	Interrupteur simple	Pce	3,00		0,00 €
3.3.1.7	Interrupteur double	Pce	2,00		0,00 €
3.3.1.8	Piquet de terre complet	Pce	1,00		0,00 €
3.3.1.9	Disjoncteur	Pce	1,00		0,00 €
3.3.2	<i>Fourniture et installation d'un Kit solaire</i>				
3.3.2	Panneaux solaires photovoltaïques 450 Wc, monocristallins, rendement ≥ 20%	Pièce	6		0,00 €
3.3.2.1	Batterie lithium 24V / 270Ah (6,5 kWh brut / 5,8 kWh utile) Batterie LiFePO4 recommandée	Pièce	1		0,00 €
3.3.2.2	Onduleur hybride 3000 W, 24V/48v, pur sinus, MPPT intégré	Pièce	1		0,00 €
3.3.2.3	Régulateur de charge MPPT 60 A, compatible 24V/48V	Pièce	1		0,00 €
3.3.2.4	Structure de montage pour panneaux Aluminium ou acier galvanisé, inclinaison 15–30°	Lot	1		0,00 €
3.3.2.5	Câbles solaires DC 4 à 6 mm ² , résistant UV et intempéries	Mètre	30		0,00 €

**LOT 3_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA SALLE DE BIBLIOTHEQUE
NUMERIQUE EP EDAP au Sud-Ubangi à Gemena**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
3.3.2.6	Câbles AC 6 mm ²	Mètre	20		0,00 €
3.3.2.7	Disjoncteurs DC 63 A minimum, courbe C, bipolaire	Pièce	1		0,00 €
3.3.2.8	Disjoncteur AC 16–32 A, courbe C	Pièce	3		0,00 €
3.3.2.9	Parafoudre DC/AC Conforme aux normes (Type II)	Pièce	1		0,00 €
3.3.2.10	Boîte de jonction DC IP65, avec borniers, pour câblage propre	Pièce	1		0,00 €
3.3.2.11	Mise à la terre complète Tresse cuivre + piquet de terre + connecteurs	Lot	1		0,00 €
3.3.2.12	Main d'œuvre installation complète Pose, câblage, mise en service	Forfait	1		0,00 €
	Sous-total 3.3 Electricité				0,00 €
3.4	Plomberie				
3.4.1	Fo et Po gouttière en PVC 140 y compris accessoire de fixation	ml	50,00		0,00 €
3.4.2	Descente en PVC 110	ml	48,00		0,00 €
	Sous -total 3.4 Plomberie				0,00 €
3.5	Peinture				
3.5.1	Fo et application Peinture latex sur murs intérieurs (couleur pierre de France)	m ²	340,00		0,00 €
3.5.2	Fo et application Peinture latex sur murs extérieure (couleur pierre de France)	m ²	174,00		0,00 €
3.5.3	Fo et application Peinture latex sur faux plafonds	m ²	291,00		0,00 €
3.5.4	Fo et application peinture glycérophthalique sur murs intérieurs h : 180cm	m ²	191,25		
	Sous-total 3.5 Peinture				0,00 €
3.6	Securités Incendies				
3.6.1	Fo et Po extincteur à CO2 de 7KG	Pce	2,00		0,00 €
3.6.2	Fo et Po de Detecteur des fumés autonome	Pce	6,00		0,00 €
	Sous-total 3.6 Sécurité Incendies				0,00 €
	TOTAL 1 REHABILITATION BATIMENT PRINCIPAL				0,00 €
4	AMENAGEMENT EXTERIEUR				
4.1	Trottoir perron et protection de la fondation et Aspects Environnementaux				
4.1.1	Fouille bordure	m ³	2,41		0,00 €
4.1.2	Béton de propriété dosé à 150 Kg/m ³	m ³	0,60		0,00 €
4.1.3	Maçonnerie en blocs de 15cm profondeur = 30 cm	m ³	3,62		0,00 €
4.1.4	Béton brut trottoir à 300kg/m ³ ép. 7 cm l=80cm	m ³	4,28		0,00 €

**LOT 3_BORDEREAU ESTIMATIF ET QUANTITATIF DE TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA SALLE DE BIBLIOTHEQUE
NUMERIQUE EP EDAP au Sud-Ubangi à Gemena**

N°	Désignation des ouvrages	Unité	Qté	P.U. (€)	P.T. (€)
4.1.5	Pose dalle en béton armé ép. 10 cm sur filet d'eau devant chaque entrée	m ³	0,75		0,00 €
4.1.6	Filet d'eau de 40 cm largeur intérieure avec chape d'égalisation sur les maçonneries Blocs ciment plein ép. =15 cm avec radier en Béton dosé à 300Kg/m ³	ml	46,00		0,00 €
4.1.7	Puisard de 1 m de diamètre intérieur et 2,10 m de profondeur	pce	1,00		0,00 €
	Sous-total 4.1 Trottoir perron, protection de la fondation et Aspects Environnementaux				0,00 €
4	TOTAL :AMENAGEMENT EXTERIEUR				0,00 €

RECAPITULATIF LOT3 TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA SALLE DE BIBLIOTHEQUE NUMERIQUE EP EDAP au Sud-Ubangi à Gemena		
n°	Destignation des travaux	PT (en€)
0	INSTALLATION DE CHANTIER (0) + TRAVAUX PREPARATOIRES (1)	#REF!
1	TRAVAUX DE REHABILITATION BATIMENT PRINCIPAL	0,00 €
4	AMENAGEMENT EXTERIEUR	0,00 €
TOTAL GENERAL LOT 3 EP EDAP		#REF!

2.7 Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion

Par la présente, [je/nous], [NOM(s) et PRENOM(s)], agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal(e)/ légaux de [nom du soumissionnaire /bénéficiaire/partenaire/cocontractant], ci-après dénommé la “contrepartie”, déclare que/ déclarons que *:

**Veuillez cocher les cases correspondantes pour confirmer chaque situation*

- la contrepartie ou l'un de ses dirigeants n'a fait l'objet d'aucune condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour l'une des infractions suivantes :**
 - a. participation à une organisation criminelle ;
 - b. corruption;
 - c. fraude;
 - d. infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;
 - e. blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
 - f. travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ;
 - g. occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal ;
 - h. la création de sociétés offshore.

 - la contrepartie satisfait à ses obligations relatives au paiement d'impôts, de taxes et de cotisations de sécurité sociale pour un montant de plus de 3.000 €, sauf si elle peut démontrer qu'elle détient à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou plusieurs créances certaines, exigibles et libres de tout engagement envers des tiers, pour un montant au moins égal à celui pour lequel elle est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales.**

 - la contrepartie n'est pas en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;**
- la contrepartie n'a commis aucune faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité.** Sont notamment considérées comme une faute professionnelle grave :
- a. une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels;
 - b. une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption ;
 - c. une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;
 - d. le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;

e. Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence ;

f. La présence du soumissionnaire sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.

En matière de conflit d'intérêts :

Veillez cocher la situation applicable

la contrepartie ou un de ses dirigeants ne se trouve dans aucune situation actuelle ou potentielle de conflit d'intérêts et n'entretient de relation d'affaires ou familiale, réelle ou potentielle, et ne paraît pas raisonnablement comme telle, avec un membre du conseil d'administration d'Enabel ou d'un membre de son personnel, ou toute autre personne qui a été ou pourrait raisonnablement être directement ou indirectement impliquée dans (i) la préparation du dossier d'appel d'offres, d'appel à proposition ou de tout autre contrat, (ii) la procédure de sélection, ou (iii) l'exécution du marché, du subside ou du contrat.

ou

la contrepartie informe Enabel de tout conflit d'intérêts réels, potentiels ou raisonnablement perçus, susceptible d'affecter, ou pouvant raisonnablement être perçu comme susceptible d'affecter, l'impartialité dans le cadre de la procédure de passation de marché, d'octroi d'un subside ou de tout autre contrat, y compris la procédure de sélection et l'exécution de ceux-ci..

→ *Une description détaillée de tout conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perçu, incluant leur nature et les personnes impliquées, sera annexée à la présente déclaration.*

la contrepartie ne s'est rendue coupable d'aucune défaillance importante ou persistante constatée lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un contrat antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.

la contrepartie atteste qu'aucune mesure restrictive n'a été prise à l'encontre de la contrepartie dans l'objectif de mettre fin aux violations de la paix et sécurité internationales comme le terrorisme, les violations des droits de l'homme, la déstabilisation des États souverains et la prolifération d'armes de destruction massive.

la contrepartie ne figure pas sur une liste de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne, la Belgique [ajouter d'autres si applicable] des sanctions financières :

Pour **les Nations Unies**, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante :
[Sanctions internationales | SPF Finances](#)

Pour **l'Union européenne**, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante :
[Sanctions européennes | SPF Finances](#)

[EU Sanctions Map](#)

Pour la **Belgique** :

[Sanctions financières nationales | SPF Finances](#)

[ajouter en fonction des exigences supplémentaires éventuelles du bailleur]

[Je m'engage/ Nous nous engageons] à communiquer sans délai à Enabel tout changement de situation au regard des points qui précèdent, y compris en cas de toute mesure de sanction ou d'embargo adoptée par les Nations Unies, l'Union européenne et/ou la Belgique et **la France** intervenu suite à notre signature de la présente Déclaration.

Fait à [indiquer le lieu], le [DATE]

Nom(s) du (des) soussigné(s) et signature(s)

2.8 Déclaration intégrité soumissionnaires

Par la présente, je / nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons ce qui suit :

- Ni les membres de l'administration, ni les employés, ni toute personne ou personne morale avec laquelle le soumissionnaire a conclu un accord en vue de l'exécution du marché, ne peuvent obtenir ou accepter d'un tiers, pour eux-mêmes ou pour toute autre personne ou personne morale, un avantage appréciable en argent (par exemple, des dons, gratifications ou avantages quelconques), directement ou indirectement lié aux activités de la personne concernée pour le compte de Enabel.
- Les administrateurs, collaborateurs ou leurs partenaires n'ont pas d'intérêts financiers ou autres dans les entreprises, organisations, etc. ayant un lien direct ou indirect avec Enabel (ce qui pourrait, par exemple, entraîner un conflit d'intérêts).
- J'ai / nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie du présent marché public (voir 1.7.), ainsi que de la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels ainsi que de la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption et je / nous déclare/rons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Si le marché précité devait être attribué au soumissionnaire, je/nous déclare/rons, par ailleurs, marquer mon/notre accord avec les dispositions suivantes :

- Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au contractant du marché (c'est-à-dire les membres de l'administration et les travailleurs) d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux membres du personnel de Enabel, qui sont directement ou indirectement concernés par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.
- Tout contrat (marché public) sera résilié, dès lors qu'il s'avérerait que l'attribution du contrat ou son exécution aurait donné lieu à l'obtention ou l'offre des avantages appréciables en argent précités.
- Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques aboutira à l'exclusion du contractant du présent marché et d'autres marchés publics pour Enabel.

Le soumissionnaire prend enfin connaissance du fait que Enabel se réserve le droit de porter plainte devant les instances judiciaires compétentes lors de toute constatation de faits allant à l'encontre de la présente déclaration et que tous les frais administratifs et autres qui en découlent sont à charge du soumissionnaire.

Date

Localisation

Signature

2.9 Modèle Cautionnement

À soumettre sur le papier en-tête de l'institution financière, uniquement pour l'adjudicataire du marché/lot

Banque X

Adresse

Cautionnement N° X

Cautionnement pour l'entière exécution du contrat « **COD22002-10358**, **intitulé** »

Nous soussignés, <nom et adresse de l'institution financière> déclarons irrévocablement par la présente garantir, comme débiteur principal, et non pas seulement comme caution solidaire, pour le compte de <nom et adresse du contractant > ci-après dénommé « le contractant », le paiement au profit du pouvoir adjudicateur de..... €, représentant le cautionnement mentionné à l'article 26 des conditions particulières du contrat « **COD22002-10358**, **intitulé** »

Les paiements sont effectués sur le compte indiqué par le pouvoir adjudicateur, sans contestation ni procédure judiciaire, dès réception de votre première demande écrite (par lettre recommandée avec accusé de réception), déclarant que le contractant n'a pas satisfait à l'exécution pleine et entière de ses obligations contractuelles ou que le contrat a été résilié. Nous ne retarderons pas le paiement et nous ne nous y opposerons pour aucune raison. Nous vous informerons par écrit dès que le paiement aura été effectué.

Nous convenons notamment qu'aucune modification aux termes du Contrat ne peut nous libérer de notre responsabilité au titre de ce cautionnement. Nous renonçons au droit d'être informé de tout changement, addition ou amendement à ce contrat.

Cette caution est libérable conformément aux dispositions du cahier spécial des charges **COD22002-10358** et de l'article 33 des Règles Générales d'Exécution.

Tout appel au présent cautionnement doit être adressé par lettre à la Banque X, adresse avec mention de la référence <**COD22002-10358**>.

La loi applicable au présent cautionnement est celle de la Belgique. Tout litige découlant ou relatif au présent cautionnement sera porté devant les tribunaux de Bruxelles

Le présent cautionnement entrera en vigueur et prendra effet dès sa signature.

Fait à : le :

Nom :

Signature : [Cachet de l'organisme garant] :

2.10 Documents à remettre – liste exhaustive

- Déclaration sur l'honneur signée ;
- Déclaration d'intégrité signée ;
- Fiche d'identification signée ;
- Formulaire d'offre – prix par lot signé ;
- Bordereau des prix en Pdf et en Excel signé
- Chiffres d'affaires réalisé sur 3 derniers exercices (2024 ; 2023 et 2022) clos certifiés ;
- Références de marchés similaires qui ont été effectués au cours des cinq (05) dernières années avec les preuves d'exécution ;
- L'agrément en qualité d'entreprise de bâtiments et travaux public ;
- CV et diplômes ;
- Métré récapitulatif signé ;
- Fiche d'identité financière ;
- Le RIB ;
- Planning des travaux signé

Documents justificatifs à mettre dans l'offre **si disponible ou à anticiper sur la demande auprès des différentes administrations** en vue de faciliter l'attribution du marché :

- a) Attestation de régularité de paiement des obligations fiscales datant de moins de six mois ;
- b) Attestation de régularité du paiement des obligations sociales (CNSS) datant de moins de six mois ;
- c) Extrait de casier judiciaire du responsable de l'entité (Entreprise) datant de moins de six mois ;
- d) Attestation de non-faillite.